



HOROYA

P
D
G

N° 2240 — Du 19 au 25 Septembre 1976 — Prix : 25 Syllis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE



MAO TSE-TOUNG
(1893 - 1976)



ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT (PDG)

BP : 191 et 341
Secrétariat Rédaction Direction Commerciale
Tél. 611-47 611-48 611-49

DIRECTEUR POLITIQUE

Ahmèd Seku Ture

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mamadi Keita

ADMINISTRATION

DIRECTEUR : Musa Dumbuya
D. ADJOINT : Jérôme Dramu
S. G. DE REDACTION : Ibrahima Sise
D. COMMERCIAL : Mamadu Sire Bari

ABONNEMENTS

ENVOYER BULLETIN D'ABONNEMENT
ET DE REABONNEMENT A «HOROYA»
ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT
DE GUINEE

PAIEMENT :

I - Guinée

Pour vos paiements, envoyer bulletin
d'abonnement et règlement par chè-
que bancaire ou virement à :

— Compte n° 32-34-51-395
Crédit National - S.P. Conakry Répu-
blique de Guinée

II - Afrique et autres continents :
au compte de la Banque Guinéenne
du Commerce Extérieur, tenu auprès
du correspondant banquier du pays
de résidence de l'abonné.

TARIFS ANNUELS D'ABONNEMENT :

Envoi par Avion

- 1 - République de Guinée - 1 200 S
- 2 - Afrique - 1 500 S
- 3 - Autres continents - 1 800 S

**BULLETIN D'ABONNEMENT
OU DE REABONNEMENT**

A remplir et à retourner à

«HOROYA» ORGANE CENTRAL
DU PARTI-ETAT DE GUINEE

B.P. 191 et 341 CONAKRY
REPUBLIQUE DE GUINEE

NOM :
PRENOMS :
PROFESSION :
ADRESSE :
VILLE : PAYS :
REGLEMENT :
CHEQUE CI-JOINT :
VIREMENT BANCAIRE

SOMMAIRE

**Séminaire de formation
idéologique des étudiants**

— « De la morale de la
Révolution et de l'exécution
des tâches » (Suite) 4

Mao Tsé-Toung :

Un génie disparaît 20

Editorial : Le drame du

Fouta Djallon 22

Guerre au racisme :

Thierno Aliou Boubha N'Diyan :

La vérité historique
— Lettre de El Hadj Thierno
Abdourahamane Bah au
chef de l'Etat 24

— Déclaration de la famille
Thierno Aliou Boubha
N'Diyan 26

— Poème de El Hadj Thierno
Abdourahamane Bah .. 29

**Déclarations et motions de
confiance**

— Du Bureau Fédéral de
Labé 32

— De la 1ère Zone militaire
de Kindia 35

— Des cadres peulhs
travaillant au Contrôle
d'Etat 37

— Des travailleurs guinéens
employés à Sabena 42

— Des Cadres peulhs
magistrats 43

**Vè Conférence économique
nationale**

— Le Budget est un acte
de production : (une mise
au point du chef de
l'Etat) 47

Dépôt légal N° 363 — 3è Trimestre 76

**A TOUS NOS ABONNES
DE LA REPUBLIQUE**

*Nos paiements se font exclu-
sivement par versement ou vire-
ment à notre nouveau compte*

bancaire No 32-34-51-395

Crédit National S.P. Conakry

*Notre caisse n'acceptera dé-
sormais de nos clients et abon-
nés que des reçus bancaires, a-
vis de virement ou chèques
bancaires visés et positionnés.*

Prêt pour la Révolution

De la Morale de la Révolution et de l'exécution des tâches

(Suite)

«De la morale révolutionnaire et de l'exécution des tâches» : c'est le thème du premier cours que le Responsable Suprême de la Révolution a magistralement traité à l'intention des étudiants sortants de la 9^e promotion de l'Université guinéenne et dont nous avons publié une première partie dans notre précédente édition.

D'une actualité pressante, le cours avec ses dominantes majeures rappelle à chacun de nous, l'attitude et le comportement à observer au moment où nous venons, par notre perspicace vigilance, de découvrir et de mater, les acteurs d'une des séquences

du complot permanent contre notre régime populaire.

Cette attitude doit être de violence et de fermeté révolutionnaires, qui seules peuvent être opposées à la violence impérialiste. La violence révolutionnaire, c'est la dictature de la classe-Peuple contre les exploités pour asseoir une société de justice et de progrès social.

Aujourd'hui, nous continuons la publication de ce cours à caractère historique, avec l'espoir que chaque militant du Parti-Etat, en fera son bréviaire.

C/ DE LA MORALE REVOLUTIONNAIRE

La Morale révolutionnaire, c'est la Fidélité pratique, constante et toujours agissante à l'idéologie de la Révolution. Et puisque la politique est l'idéologie en action, la conscience en mouvement, la Morale révolutionnaire est la Fidélité active à la politique exigée par l'idéologie de la Révolution.

Rigoureusement fondée sur l'ensemble des règles de conduite publique et privée dont, en tout lieu et en tout temps, le militant révolutionnaire ne doit jamais se départir, la Morale révolutionnaire est contraignante, elle exige des sanctions contre toute violation de sa ligne à la mesure des objectifs de la Révolution que l'infraction compromet.

La Morale révolutionnaire est fidèle à l'idéologie de la Révolution, d'abord en théorie, avons-nous dit. En effet, nous ne pouvons être liés par une même Morale que si nous sommes liés par les mêmes principes, et avons accepté, dans leur fondement, les mêmes démarches méthodologiques et les mêmes buts.

L'adhésion, sur le plan de la philosophie, à l'idéologie de la Révolution, à ses méthodes d'action et à ses buts, est donc le premier impératif.

Le Parti Démocratique de Guinée est le Parti de la Révolution Démocratique Africaine. Artisan de l'indépendance du Peuple de Guinée, il entend demeurer un Parti populaire, arme efficace de promotion politique, économique et sociale, fondé sur l'action de masse, source inépuisable d'énergies créatrices.

Sur la base de la ligne de masse, le Parti Démocratique de Guinée entend, grâce à la Révolution Culturelle Socialiste, opérer une mutation radicale des mentalités et extirper de la Société toutes les pratiques irrationnelles, toutes les tendances aliénatrices et toute velléité d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le Parti Démocratique de Guinée reconnaît la lutte de classes comme la seule démarche dynamique et historiquement juste de la conquête et de l'exercice du pouvoir politique, économique, social et culturel, par le Peuple tout entier. Ce pouvoir global, le Peuple de Guinée l'exerce désormais, et pour toujours, par le Pouvoir Révolutionnaire Populaire découlant de la ligne de masse, fondement de la philosophie politique du Parti-Etat guinéen.

Le Parti développe cette lutte sur deux fronts fondamentaux qui mènent à :

- 1) La domination de la nature par l'appropriation, par tout le Peuple, de tout le savoir et le savoir-faire.
- 2) La lutte incessante contre tous les régimes fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, jusqu'à l'exercice effectif et total, par tout le Peuple, de tous les pouvoirs.

Dans l'accomplissement de cette mission historique, le Parti Démocratique de Guinée, émanation du Peuple travailleur de Guinée, entend rester un exemple africain de qualité dans l'exercice plein et entier de la souveraineté politique, économique, culturelle et sociale.

Conscient de sa responsabilité de représenter, dans tous les domaines des activités humaines, tout le Peuple travailleur de Guinée : jeunes, vieux, femmes, hommes, travailleurs de tout profil sans distinction, le Parti Démocratique de Guinée organise, oriente et impulse la couche juvénile, la couche féminine et la couche des travailleurs salariés sur la base fondamentale des structures du Parti. Mais en raison et en considération des activités et fonctions spécia-

lisées qui sont les leurs au sein de la Société guinéenne, ces organisations spéciales, se développant au sein du Parti, sont représentées à toutes les instances de l'organisation générale et y apportent leur contribution spécifique.

Au sein du Parti, elles sont régies par des règlements intérieurs, projection, sur le plan qui les concerne, des statuts généraux du Parti. Les statuts précisent que pour être membre du Parti Démocratique de Guinée, il faut en accepter le programme et les statuts et prendre une part active à la réalisation des objectifs fixés.

C'est une acceptation du programme et des statuts qui définit l'adhésion à l'idéologie sur le plan de la théorie.

Bien qu'une adhésion, à ce niveau de la théorie, ne soit pas suffisante, elle est absolument nécessaire car, nous ne pouvons rien faire de durable ensemble si nous sommes en désaccord sur la conception de ce qu'il y a à faire, autrement dit, sur le but à atteindre.

Nous devons reconnaître que beaucoup d'anciens camarades ont failli et sont même devenus des ennemis du Peuple, des ennemis de la Révolution, parce qu'au début, ils n'ont porté aucune attention au degré de leur adhésion à l'idéologie du Parti ; parce qu'après avoir pris connaissance de cette idéologie du Parti et constaté des désaccords de fond, ils n'ont pas pris soin d'engager la discussion avec des camarades plus convaincus pour évaluer la base de leurs désaccords. En effet, des désaccords peuvent apparaître parce qu'on n'a pas bien compris l'idéologie du Parti. Ils peuvent aussi apparaître parce que ces camarades sont d'une classe effectivement opposée à la classe de la Révolution, à la classe du Peuple. **Dans le premier cas, il faut rechercher les discussions** pour éliminer tout malentendu et liquider toute réserve. C'est aussi le rôle des Séminaires de formation idéologique et politique. **Dans le second cas, c'est la lutte de classes** qui résout le problème. La fermeté doctrinale et la Fidélité pratique, seules, peuvent éviter la confusion et faire avancer la Révolution.

Nous devons avoir le courage de reconnaître que dans le Parti, il y a encore des soi-disant camarades qui ne croient ni à la capacité du Peuple à exercer directement tous

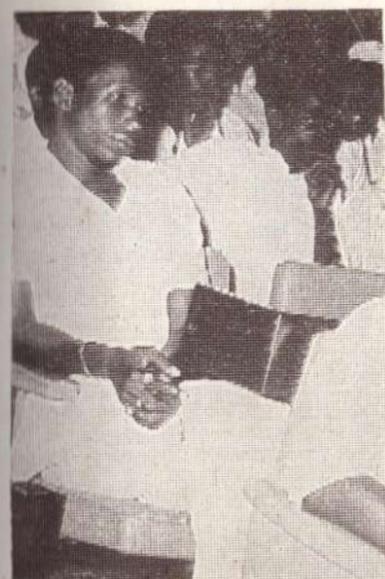


les pouvoirs, donc ni à la démocratie, ni au socialisme et qui osent postuler et assumer des fonctions dirigeantes dans le Parti et dans l'Etat. Ils le font nécessairement contre le Peuple, et tôt ou tard, nous les dépisterons comme agents de la cinquième colonne impérialiste, comme des traîtres et des ennemis de classe camouflés dans le Parti-Etat.

Nous répétons que **l'adhésion philosophique à l'idéologie du Parti**, pour devenir un cadre responsable du Parti ou de l'Etat, **est une nécessité**. Mais cette condition, si elle est nécessaire, elle n'est pas suffisante. La Révolution, c'est la pratique qui la détermine ; **l'adhésion théorique à une idéologie, c'est la pratique qui la fonde et la vérifie**. Le seul critère de l'engagement révolutionnaire, c'est la pratique de la Révolution, c'est l'action révolutionnaire conséquente. D'abord, ce sont nos actes, dans tous les domaines, partout et à tout moment, qui prouvent la réalité de notre engagement. Ensuite, à supposer même qu'au terme d'une certaine analyse et en dehors des actes, nous ayons pu nous convaincre de l'adhésion d'un camarade à l'idéologie de la Révolution, ce camarade reste non-révolutionnaire quand il n'agit pas effectivement, car il s'agit en définitive de faire la Révolution et non de dissertar sur la Révolution. Donc notre adhésion à l'idéologie de la Révolution une fois acquise, nous devons nous employer à être des agents actifs du travail révolutionnaire sur tous les plans : plan du développement économique, plan du développement socio-culturel, plan de la lutte de classes pour la suprématie toujours raffermie du Peuple dans tous les domaines. **Et parce que nous sommes dans les domaines de la pratique, nous devons nous conformer à des règles d'action strictes.**

Le travail humain peut être constructif ou destructif ; il peut s'appliquer au monde extérieur pour le transformer ou à nous-mêmes pour nous transformer. Mais il est à remarquer que tout travail, appliqué à des objets extérieurs, en même temps qu'il les transforme, nous transforme, et par des rapports matériels, et par des rapports intellectuels et spirituels. **Et c'est en cela que le travail engendre la Société et que nous sommes les produits de notre travail.**

Le travail humain est toujours orienté, et les options fondamentales qui lui servent de guide sont du domaine de l'idéologie, que celle-ci soit consciemment vécue ou que nous



soyons inconsciemment agis par elle. Cette remarque indique nettement que tout travail humain, quel qu'en soit le domaine, est un travail de classe. C'est par et dans le travail de classe que l'homme révèle la classe à laquelle il appartient.

Il n'y a pas d'homme ne travaillant pas. Le camarade qui, à son poste, s'abstient de travailler comme il le doit, n'est pas un paresseux, il n'est pas un « fainéant » ; dialectiquement, il fait quelque chose ; en réalité, il travaille à nuire à la Révolution ; ce n'est pas un camarade, il n'est même pas neutre, c'est un ennemi du Peuple, un ennemi de la Révolution : ou il s'abstient de travailler parce que consciemment acquis à l'idéologie contre-révolutionnaire, ou il le fait parce que inconsciemment mû par cette idéologie. Dans tous les cas, il est un ennemi du Peuple, conscient ou inconscient.

De même, il existe certains qui, à leur poste, travaillent beaucoup, mais dont l'effort et les intentions sont orientés de manière à nuire, à terme, à la Révolution. Il s'agit là d'une autre catégorie, très nocive, de contre-révolutionnaires, d'ennemis du Peuple.

Sans le travail révolutionnaire, il n'y a pas de Révolution.

Sans le travail contre-révolutionnaire ou sans l'abstention au travail révolutionnaire, il n'y a pas de contre-révolution pouvant réellement inquiéter la Révolution.

C'est pourquoi, il est d'une extrême importance, en étudiant un camarade, de se poser les deux questions suivantes :

- Travaille-t-il ?
- Comment travaille-t-il ?

La Morale révolutionnaire exige constamment, de tout révolutionnaire, l'analyse de tout geste de caractère public, afin de s'assurer de la conformité de ce geste avec les buts assignés par la Révolution. La conscience révolutionnaire se propose essentiellement d'assurer l'objectivité révolutionnaire.

Nous avons déjà dit que l'objectivité révolutionnaire s'entend par la conformité de l'acte au but assigné à l'action révolutionnaire. Non pas à la forme, mais au but de la ligne politique, c'est seulement lorsque cette conformité est constante que l'on se tourne vers le respect de la forme révolutionnaire. On ne commence pas par la forme avant de s'assurer de la conformité de l'acte avec le but de la ligne révolutionnaire. La Morale révolutionnaire, c'est en somme la possibilité permanente, pour le militant, de rester intransi-

geant dans le déroulement de l'action révolutionnaire, en faisant prévaloir, partout, l'intérêt supérieur du Peuple.

Si au niveau de tous les organismes du mouvement révolutionnaire, la pratique de la critique et de l'auto-critique est considérée comme un devoir militant, la Morale révolutionnaire exige de l'individu, de faire lui aussi sa critique, son auto-critique dans l'accomplissement de chaque acte. La Morale révolutionnaire exige donc que l'appréciation politique précède toute décision, même quand elle ne revêt qu'un caractère essentiellement économique, social ou humain. Le révolutionnaire est cet homme nouveau dont la famille n'est composée que de révolutionnaires.

Le langage de la Révolution exprime la Morale révolutionnaire qui confère à tout rapport liant l'individu à d'autres individus, la nature et la qualité de l'action révolutionnaire. Un homme cesse d'être le parent ou l'ami du révolutionnaire, dès l'instant que ce dernier constate, dans l'attitude du premier, une contradiction avec l'intérêt supérieur du Peuple, car le révolutionnaire, lui, choisit le Peuple avant son père, avant sa mère, avant lui-même. Il sait qu'en choisissant le Peuple, il s'est choisi, il a choisi son père et sa mère.

C'est pourquoi, au sein de la Révolution, les rapports sociaux cessent d'être personnels, sentimentaux, pour devenir impersonnels, militants. Ces rapports impersonnels et militants n'excluent pas l'intimité la plus profonde, la confiance la plus élevée entre les hommes, car dès lors que la conscience est militante, l'amitié devient militante, la sympathie aussi ; et alors, l'existence de deux amis vient comme un facteur de progrès pour leur vie militante au service de la société et de la Révolution.

Le respect scrupuleux de la Morale révolutionnaire élève l'homme, qualifie les rapports militants qu'il entretient avec tous les hommes de la terre, par-dessus la race, la religion, la couleur, la langue, pour ne considérer objectivement que ce qui est conforme à l'intérêt des Peuples.

La Morale révolutionnaire est incompatible avec la vie routinière, avec le sentimentalisme, avec le suivisme béat.

Tout sentiment qui n'est pas élevé dans son rôle d'utilité historique, sociale ou humaine, est un sentiment inconscient qui se trouve donc exclu du registre de la Morale révolutionnaire. C'est pourquoi, il est demandé au révolutionnaire conséquent, d'avoir constamment un réflexe ré-

volutionnaire ; aucun obstacle ne peut le dérouter ni le décourager. C'est pourquoi, le révolutionnaire conséquent ne peut se livrer à la sous-estimation ou à la surestimation d'un facteur de victoire ou d'échec temporaire. L'analyse dialectique lui permet d'éviter toute déviation, aussi bien de droite que de gauche.

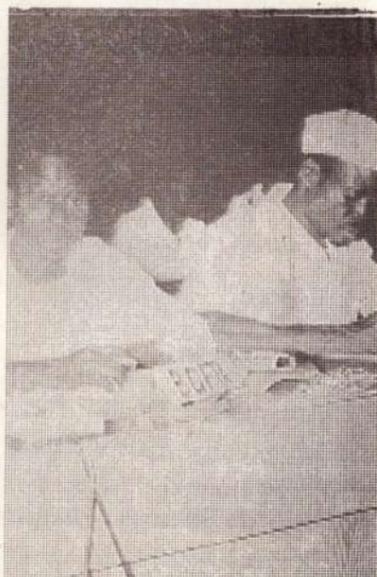
La déviation de droite est souvent l'oeuvre d'éléments égoïstes qui ont fini d'accomplir leur rôle dans la Révolution et qui voudraient la bloquer au niveau de leurs seuls intérêts. **La déviation de gauche résulte, elle, de l'inconscience ou de l'inculture idéologique ou politique** de certains militants.

Ils font passer, ces militants, l'intention avant la raison dialectique. Or l'intention seule ne fait jamais l'histoire. C'est la raison qui doit primer et la raison s'exprime seulement par l'objectivité, la justesse de l'acte recommandé. Un acte peut être valable pour demain et ne pas l'être pour aujourd'hui.

Le déviationnisme de gauche, c'est la confusion, la substitution arbitraire des phases les unes aux autres, sans tenir aucun compte des réalités de la lutte. La déviation de droite et la déviation de gauche sont toutes des maladies infantiles de la Révolution.

Le révolutionnaire doit, à travers sa morale qui l'amène à se conformer à l'objectivité révolutionnaire, connaître, nécessairement, toutes les contradictions du moment. C'est-à-dire qu'il doit, tous les jours, travailler. Tient-il la solution d'un problème, il aborde aussitôt la recherche de la solution du problème suivant ; il n'est jamais surpris car, il sait que la Révolution est un processus ininterrompu qui exige à tout moment, l'analyse prospective et le coup d'oeil perspectif. C'est cette objectivité révolutionnaire qui permet au mouvement révolutionnaire d'être toujours ascensionnel, même dans des conditions tactiques données qui font faire, provisoirement, un pas en arrière. En effet, **le pas en avant de la Révolution, le pas en arrière de la Révolution, déterminés en fonction de l'objectivité révolutionnaire, sont tous ascensionnels. Nous disons donc que la Morale révolutionnaire implique le respect permanent des objectifs, des principes et des méthodes de la Révolution.**

La Révolution est le changement qualitatif voulu par les masses, dans tous les domaines de leur existence. C'est



pourquoi, devient imposteur celui qui se dit révolutionnaire et se contente de parler et d'écrire, tout en se refusant de travailler. La Révolution crée les biens matériels et immatériels nécessaires à l'évolution continue du Peuple, en vue d'assurer la satisfaction intégrale de l'ensemble de ses besoins. La Morale révolutionnaire est donc traduite en conscience politique, en conscience économique, en conscience sociale, en conscience culturelle, en conscience humaine, en conscience professionnelle. Nous avons dit que **la théorie ne vaut que par la pratique**. En dernier ressort, c'est la pratique qui fait le bonheur humain, qui qualifie l'homme et la Société.

Le révolutionnaire bannit le personnalisme qui consiste à tout ramener à soi ; mais il développe sa personnalité en tant qu'expression de son épanouissement intellectuel et physique. **Compter sur soi** est un principe qu'il applique avec rigueur dans toutes les circonstances de la vie. Il ne confie jamais à autrui ce qu'il devra faire lui-même. Il ne triche pas avec ses obligations. Il sait que pour être exigeant vis-à-vis des autres, il faut d'abord l'être à l'égard de soi-même ; **simple et modeste, le révolutionnaire ne cherche pas à paraître, à briller, par sa tenue ou son vocabulaire. Il lui suffit d'être efficace par son travail et sa fidélité à la Révolution.** Homme digne, honnête et courageux, il aura à cœur, partout, d'incarner les vertus de la Révolution : **il a horreur de la démagogie, des courbettes, de la peur, de la calomnie, du mensonge.** Il sait distinguer la liberté du libéralisme.

Autant il chérit et défend la liberté, autant il bannit et combat le libéralisme ; il pratique la démocratie, mais condamne le démocratisme. Il est profondément humain, mais inaccessible au sentimentalisme.

C'est avec cette rigueur permanente dans son attitude face aux hommes et aux événements, qu'il aborde les préoccupations de la Révolution et du Peuple. Il respecte, partout, l'autorité du Peuple, quelle que soit la personne qui l'incarne.

Il lui est indifférent que cette personne soit analphabète ou instruite, jeune ou vieille, riche ou pauvre. Un seul critère sera valable et sacré pour lui : la Fidélité au Peuple et à sa Révolution.

Le révolutionnaire sait que si l'autorité du Peuple est absolue et inaliénable, celle de l'individu, quant à elle, se conquiert, se développe ou s'estompe.

L'autorité de l'individu se mesure à son influence morale et politique sur la Société.

Elle ne s'achète pas, ne se vend pas, ne s'impose pas. Elle se conquiert. Et comment la conquérir ? A travers la démonstration des capacités d'analyse, la lucidité, la somme d'expérience, de courage, la fermeté, l'intégrité dans la justice et la Fidélité constantes à l'égard du Peuple et de ses intérêts. Nous précisons que la fermeté n'exclut pas la souplesse.

La fermeté, c'est-à-dire la rigueur dans la droiture, n'exclut pas l'analyse des circonstances déterminant un acte. Lorsque ces circonstances sont indépendantes de la volonté de l'individu, la souplesse doit pouvoir jouer. La simplicité et la droiture sont liées nécessairement à l'autorité, car un homme orgueilleux, si capable soit-il, ne peut jamais bénéficier constamment de la confiance et de l'estime de ses camarades ; donc ne peut prétendre à une quelconque autorité sérieuse sur ces derniers.

L'autorité est aussi fonction de la vigilance dont le militant fait preuve dans ses rapports avec tous les camarades, ainsi que de l'humanisme qui marque ces rapports. L'ennemi le plus irréductible, le plus féroce, le plus haineux, est toujours désarmé par la sincérité et l'humanisme.

Le révolutionnaire est partout disponible pour le travail collectif. Il exprime un même degré de bonté à l'égard de tous les camarades. Partout, incarnant la dignité collective et sa propre dignité, il ne saurait jouer avec la dignité d'autrui. L'autorité est aussi liée à l'incorruptibilité de l'homme, à son dévouement constant, aux méthodes rationnelles de son travail, à son esprit de prévoyance, à ses efforts constants d'auto-contrôle, enfin à son attitude.

Le révolutionnaire, dans la lutte, surtout quand il est chargé des fonctions d'avant-garde, doit être très vigilant à l'égard de lui-même. Le souci de l'efficacité qui s'attache à sa fonction, doit toujours l'amener à être tout à la fois au devant des masses, au sein des masses et derrière les masses.

Cette triple attitude est la synthèse des soucis permanents d'efficacité du militant d'avant-garde ou du militant responsable :

1^o — **Etre devant les masses pour l'exécution de toute mission, l'accomplissement de toute tâche.** Partout où des efforts sont requis, la part prépondérante sera celle du responsable.

2^o — **Etre au milieu des masses pour en exprimer, à tout moment, les profondes aspirations, demeurer sensible aux misères, aux joies des masses populaires, analyser tous les courants internes, les comprendre pour les traduire dans l'action révolutionnaire.**

3^o — **Etre derrière les masses dans le partage des bénéfices et des profits de l'action révolutionnaire.** Le responsable doit présenter toutes les victoires comme étant celles des masses, bien qu'il ait, lui, joué un rôle capital dans la définition de l'objet de la lutte, de l'organisation de l'action et de l'effort victorieux. Mais en aucun cas, il ne saurait revendiquer cette victoire comme étant la sienne propre et exiger une quelconque reconnaissance de la part des masses populaires.

La Morale révolutionnaire exige du révolutionnaire qu'il fasse tout pour maîtriser la science et la technique propres à son domaine, et qu'il parvienne à être, dans ce domaine, l'égal des meilleurs de par le monde. Il ne s'agit pas d'une manifestation d'ambition démesurée, mais d'un effort sans lequel il n'y a pas de Révolution démocratique, il n'y a pas de socialisme véritable.

Le travail crée les moyens du bien-être de la Société, il qualifie le travailleur, en lui conférant, en plus de l'utilité sociale, les moyens devant satisfaire ses besoins matériels et moraux.

Il n'y a progrès social et humain que par le travail qui postule des efforts physiques et intellectuels, une technique appropriée, une technologie intégrée et une attention constamment tendue vers l'habileté et l'accroissement de la productivité du travailleur.

Si toute œuvre renferme matière et énergie intellectuelle et physique, elle synthétise aussi la qualité professionnelle de son auteur.

Toute œuvre s'interprète différemment, selon que l'on est pour ou contre le progrès social. **Aucune œuvre n'est donc neutre ou non engagée.**

Son utilité ou sa nocivité à la Révolution situe la nature positive ou négative de toute œuvre et ce, indépendamment du degré de perfectionnement de sa forme de présentation. **Ici le fond l'emporte sur la forme.**

La Fidélité permanente du travailleur doit s'exprimer

dans la correspondance harmonieuse liant le travail à son objet social ou historique.

Aucun travailleur révolutionnaire ne doit oublier que la valeur réelle de son œuvre est moins le salaire ou le prix qu'il doit obtenir par l'échange, que son importance pour la vie de la Société dans le sens du progrès continu du Peuple.

La Fidélité est l'une des exigences permanentes des Peuples et de leurs organisations de combat dont la constante observation, dans l'attitude collective et individuelle, conditionne le succès de toute entreprise qui se veut historique. « **Fidélité** » est un grand mot qui résume tout car, il se place après d'autres exigences qu'il synthétise et prolonge dans l'action concrète.

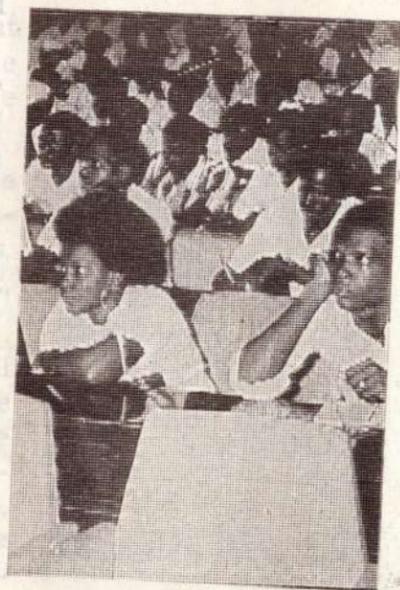
En effet, nous avons maintes fois dit et écrit, qu'à tout Peuple révolutionnaire, à toute classe sociale révolutionnaire, conséquente dans son combat, en un mot à toute entreprise voulant dominer l'histoire, maîtriser le destin, trois conditions inséparables doivent être réunies.

Premièrement : **une ligne politique juste**. Cette ligne politique se traduit par le choix judicieux d'objectifs justes, mobilisateurs et correspondant aux exigences du progrès social et démocratique. La justesse de la ligne politique est la première condition, car c'est grâce à elle que le Peuple ou la classe sociale révolutionnaire connaît la voie à suivre.

Elle est certes importante, mais elle ne suffit pas. En effet, il ne suffit pas de savoir ce dont on souffre, encore moins de savoir ce qu'il faut pour acquérir le bonheur. Il faudra surtout extirper, de la vie sociale, les causes des souffrances et créer, par le travail, les éléments du bonheur.

La ligne politique est la première condition, la première exigence. Mais elle ne peut, par elle seule, promouvoir le progrès social. Elle doit être directement accompagnée et suivie d'une autre exigence qui n'en est pas moins contraignante : **l'organisation des hommes**. Aucun Peuple désorganisé ne peut maîtriser l'histoire, aucun homme inorganisé dans sa vie et dans son comportement, ne peut atteindre ses objectifs de bonheur, si dérisoires soient-ils.

L'organisation n'est pas une chose mécanique, mais une création continue, qui doit, chaque jour, se perfectionner et s'adapter, au fur et à mesure, aux réalités du Peuple, au temps, à l'espace et aux circonstances ; en un mot à



tout ce qui, tant soit peu, intervient dans le comportement de l'homme.

Le Parti Démocratique de Guinée nous a engagés dans une voie qui est celle de la Révolution, une Révolution permanente qui ne peut connaître d'arrêt ; une Révolution qui, sans cesse, se révolutionnarise, devient transtemporelle et transcroissante ; c'est-à-dire qu'elle se développe, se qualifie et se renouvelle constamment ; car d'étape en étape, elle étudie les conditions et les objectifs de la lutte, laquelle ne permet aucune rupture entre deux étapes de son processus.

L'histoire étant un processus, malgré la diversité des étapes qu'elle franchit, la Révolution est aussi un processus ininterrompu, permanent. C'est pourquoi **l'organisation devant traduire cette ligne, doit aussi avoir un contenu absolument démocratique, rationnel et progressiste** ; elle doit libérer toutes les initiatives, permettre l'utilisation de toutes les énergies populaires afin que le Peuple, avec le maximum de moyens et dans un minimum de temps, atteigne le maximum d'objectifs.

L'organisation est ainsi une création continue et c'est pourquoi à chacune des instances du P.D.G., l'organisation figure toujours à l'ordre du jour ; et périodiquement, chaque six mois, chaque année ou chaque deux ans, elle est réexaminée. La vie est mouvement et les objectifs du Peuple sont aussi en mouvement ; ils grandissent en dimension, et c'est pourquoi l'organisation doit, chaque jour, s'adapter aux impératifs du progrès de l'action collective.

Nous savons déjà que les militants du P.D.G. connaissent parfaitement ces deux données : **le respect de la ligne politique et l'adaptation de l'organisation aux nécessités** d'une action toujours plus vigoureuse, toujours plus profonde, toujours plus décisive, toujours plus progressiste. Que reste-t-il donc ?

La troisième condition — celle-là est la plus difficile à remplir car elle s'exprime en l'individu, ensuite dans le collectif — **c'est la Fidélité au Peuple et à ses objectifs, la Fidélité au Parti et à sa doctrine, la Fidélité à la Révolution**.

Nous avons découvert parmi les éléments de la cinquième colonne, bien d'anciens militants du P.D.G., et même d'anciens responsables qui avaient effectivement apporté leur contribution, dans les premières phases de l'action du Parti, à la lutte contre la colonisation, donc à la lutte pour l'indépendance nationale. Mais ces camarades

n'ont pas pu observer la Fidélité constante à l'égard du Peuple et ils ont sombré dans la trahison, dans l'ignominie en suivant finalement l'ennemi : l'impérialisme et le colonialisme, pour devenir des agents de la cinquième colonne.

La Fidélité au Peuple suppose bien des choses. C'est d'abord la Fidélité à la ligne choisie par le Peuple ; ensuite la Fidélité au Parti du Peuple et à son programme ; c'est aussi la Fidélité aux principes de la Révolution, aux méthodes d'action révolutionnaire ; la Fidélité aux décisions prises par le Parti à tous les échelons ; la Fidélité aux classes laborieuses, c'est-à-dire au vrai Peuple. Les 5 500 000 Guinéens ne constituent pas tous, le Peuple guinéen. Certes, ils appartiennent tous à la Nation guinéenne, mais le Peuple guinéen, lui, ne comprend que les couches laborieuses qui œuvrent inlassablement à la construction d'une Société nouvelle, une Société fondée sur la justice et le progrès démocratique.

La Fidélité au Peuple exige donc une analyse constante des modifications qui s'opèrent au sein du Peuple, des mutations négatives ou positives qui affectent la situation du Peuple en vue de choix conséquents pour le progrès. Il faut savoir, par la Fidélité au Peuple, détruire ce qui réduit le Peuple, créer ce qui ennoblit, libère, élève le Peuple ; il faut donc mener la lutte de classes au profit des masses laborieuses et des couches sociales déshéritées.

La religion, la race, la tribu, la race, n'ont rien à voir avec la lutte de classes. La démarcation, au sein du Peuple, entre les vrais intérêts du Peuple et les intérêts d'une minorité égoïste qui veut se servir du Peuple, est indispensable pour quiconque veut observer la Fidélité au Peuple. Mais faut-il encore connaître le Peuple ? Faut-il connaître ses véritables intérêts pour les opposer aux intérêts égoïstes ?

La Fidélité au Peuple, c'est donc le combat anti-impérialiste, le combat contre le colonialisme, le néo-colonialisme ; le combat contre toutes les féodalités ; le combat contre tous ceux qui veulent mystifier des valeurs scientifiques, rationnelles, dans le but de tromper ou d'exploiter le Peuple.

La Fidélité au Peuple, c'est la fermeté dans la lutte, l'intransigeance révolutionnaire ; la Fidélité au Peuple, c'est le choix, sans hésitation aucune du Peuple contre ses ennemis.

En effet, la Révolution exige que tout ce que fait le Peuple ou l'homme, serve positivement le progrès social et humain. **Le Peuple doit donc rester le centre de toute activité sociale et humaine.** C'est aussi le travail créateur du progrès matériel et immatériel du Peuple qui atteste la Morale révolutionnaire et la mesure.

Le but permanent du travail est d'assurer la transformation révolutionnaire de la nature physique et de la Société elle-même. La première au profit de la seconde. Ainsi, l'action révolutionnaire, pour être parfaitement menée, exige une vision historique, claire, de l'évolution sociale, ce qui implique la connaissance scientifique de diverses réalités caractérisant chaque étape de l'évolution du Peuple. Ces réalités qui sont mouvantes de nature, doivent être analysées dans les contradictions qui les opposent et dans la dynamique à laquelle elles obéissent ; afin que le monde du travail sache, par un comportement conséquent, apporter à chaque contradiction sa solution juste ; afin de créer et de renforcer constamment l'harmonie sociale, l'équilibre général transcroissant qui constitue, en fait, les véritables conditions de tout bonheur réel.

Le travail pratique est ainsi placé dans le cadre d'une idéologie qui doit motiver toutes les activités du travailleur. La lutte de classes constitue bien sûr la base déterminante du comportement du travailleur. Cette lutte de classes permettra le développement des facteurs positifs et dynamiques de l'évolution sociale, en assurant toutes les mutations «du négatif au positif», afin d'accroître les possibilités et les capacités de la Société à maîtriser tous les phénomènes de la vie et à créer, par voie de conséquence, ce qui est nécessaire à l'épanouissement intégral du Peuple et de l'Homme.

Nous savons qu'il ne s'agit pas, pour un révolutionnaire, de se contenter d'interpréter scientifiquement le monde ; il s'agit de partir de cette interprétation rationnelle et juste de la réalité, en vue d'une transformation rationnelle et juste de la réalité, en vue d'une transformation qualitative de cette même réalité. Nous savons que pour opérer ces changements qualitatifs, avec constance et efficacité, il faut que les travailleurs soient parfaitement organisés et éduqués, et qu'à chaque période, ils opèrent le contrôle nécessaire à la connaissance d'éventuelles erreurs glissées dans l'activité idéologique et pratique.

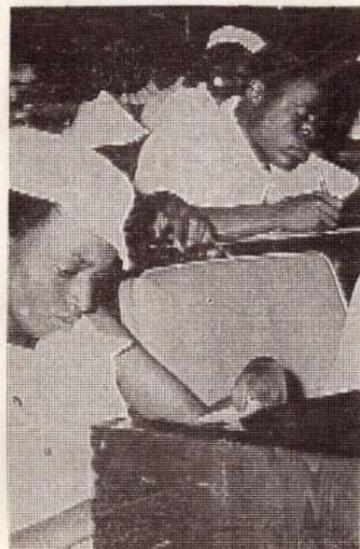
Le travailleur révolutionnaire sait qu'il est un moyen pour le progrès de la Société, un moyen pour son propre progrès et que sa propre qualification idéologique, intellectuelle et morale demeure aussi un facteur d'accroissement de son taux d'utilité sociale et historique. **La Fidélité aux objectifs révolutionnaires concerne tout ce que fait l'homme, tout ce qu'il dit, tout ce qui se situe dans les rapports entre homme et homme, entre homme et Société.**

Bien des travailleurs considèrent que la Société tire plus de profit de leur œuvre qu'eux-mêmes n'en bénéficient. C'est ainsi que des médecins, des professeurs, des ingénieurs, des pharmaciens, enfin des cadres techniques ou administratifs, croient qu'en travaillant à leur compte, ils gagneraient davantage qu'en restant fonctionnaires de l'Etat. Cette catégorie de travailleurs s'est déjà placée en dehors du cadre d'une conception socio-historique juste. En effet, tout travailleur, ayant une telle mentalité, aura tout simplement oublié que sa santé, son instruction, sa technicité sont, elles-aussi, des propriétés de la Société qui les a placées en lui. En utilisant donc ces facultés à la production des biens nécessaires à la Société, le travailleur qui les incarne ne se serait acquitté que d'un devoir élémentaire : **rendre au Peuple une partie de son trésor déposé en lui, autrement dit payer ses dettes.**

Aucun homme ne peut donner à sa Société plus qu'il n'en a reçu car, pour qu'il ait existé, il a déjà fallu la Société pour l'engendrer, le protéger et le former ensuite.

Le travailleur révolutionnaire est donc obligé d'étudier et de maîtriser la science, la technique, la technologie, d'enrichir continuellement son outillage culturel, d'élever sans cesse le niveau de sa conscience, afin qu'elle reste toujours placée dans le cadre exclusif de la primauté du collectif sur l'individuel. Aussi, doit-il, par ses expériences et ses qualités de compréhension, œuvrer à l'enrichissement de la théorie et de la pratique révolutionnaire. La Fidélité au Peuple, à son intérêt et à son histoire, est la meilleure forme d'interprétation du rôle de l'homme dans le processus de transformation qualitative de la Société nationale et internationale.

La jeune génération africaine doit pouvoir atteindre à l'authenticité de la culture africaine. Mieux, elle doit



richir toutes les valeurs matérielles et morales qui donnent à la civilisation africaine un grand rayonnement et une qualité humaine toujours plus affermis.

La jeunesse africaine doit hériter des vertus et des qualités dynamiques de nos Peuples, tout en se débarrassant de tous les travers, de toutes les insuffisances, de toutes les inconséquences qui caractérisent le comportement actuel des générations adultes. Elle doit **bannir tout complexe, y compris celui de la négritude et de la neutralité**. Le combat africain, pour un devenir de grande liberté dans la Paix, la Démocratie et vers le progrès continu, tirera son efficacité croissante de l'acquisition, par la jeunesse africaine, de toutes les connaissances et de toutes les capacités propres à la transformation matérielle, sociale et humaine de l'Afrique.

L'on comprend ici la nécessité :

1^o) Des formes d'organisation du Peuple, fondées sur sa libération totale de toutes entraves.

2^o) De l'installation des structures organiques nationalisant et modernisant l'économie de nos pays, afin que tout progrès économique se prolonge en progrès social et humain.

3^o) De la réforme de l'enseignement et de l'éducation, car toute véritable Révolution est précédée, sous-tendue et suivie d'une Révolution culturelle sans laquelle, la Révolution pourrait s'arrêter, et finalement se transformer en son contraire.

4^o) De la liquidation, dans les rapports intra-sociaux, de l'arbitraire, de l'injustice et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

5^o) De l'unité d'action sur le plan national et international, de toutes les classes éprises de progrès social et démocratique dans leur combat commun contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et le capitalisme.

Le travailleur révolutionnaire se présentera, non comme un homme orgueilleux, égoïste, méprisant le Peuple, mais comme un militant humble, consciencieux, toujours attentif à son comportement social et politique et toujours **PRET à servir**, avec dévouement et efficacité, la cause exclusive du **PEUPLE**.

(A suivre)

Mao Tsé Toung:

UN GENIE DISPARAIT



Le Chef de l'Etat, à la tête du Comité Central, dépose au Monument du Souvenir, une couronne de fleurs à la mémoire de l'illustre disparu.

Le jeudi 9 septembre 1976, s'est éteint dans sa 83^e année le Président Mao Tsé Toung. De Pékin à tous les horizons, la tragique nouvelle, affligea profondément les Peuples tant le Grand disparu fut l'une des figures les plus marquantes de la Révolution populaire mondiale à l'enrichissement de laquelle, il donna un apport positif.

Mao Tsé Toung naquit à Chaochan dans la province de Hounan en 1893. Fonda-

teur du Parti Communiste chinois, il se basa sur la vérité universelle du marxisme-léninisme qu'il unit à la pratique concrète de la Révolution chinoise pour définir de façon créatrice la ligne et la politique générales de la Révolution et créa l'Armée populaire de libération. Il indiqua qu'en Chine, la prise du pouvoir par la lutte armée ne pouvait suivre d'autre voie que celle qui consiste à établir des bases d'appui

à la campagne et encercler les villes à partir de la campagne pour prendre finalement celles-ci. Et c'est sous sa direction que le Parti, l'Armée et le Peuple renversèrent, par la guerre populaire, la domination réactionnaire de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et fondèrent la République populaire de Chine. Cette victoire devait changer inéluctablement la situation en

Extrême-Orient et ouvrir une voie nouvelle pour la cause de la libération des Nations et des Peuples opprimés.

Dans la période de la Révolution socialiste, Mao Tsé Toung formula une série de thèses scientifiques enrichissant par là le patrimoine théorique du marxisme. C'est avec la force de caractère, propre à un révolutionnaire prolétarien qu'il déclencha et dirigea victorieusement la Révolution culturelle prolétarienne.

C'est dire que le leader prolétarien a consacré toute son énergie à la cause de la libération du Peuple chinois et à la cause du communisme. Malgré la maladie, il a continué à diriger le travail du Parti, de l'Armée et du pays et combattu jusqu'à son dernier souffle.

C'est pour ce rôle éminent grand que le Comité Central du P D G au nom du Peuple révolutionnaire de Guinée a, à l'annonce de sa mort décidé :

— de mettre les drapeaux en berne sur toute l'étendue du territoire national pendant trois jours (les jeudi 9, vendredi 11 et Samedi 12 septembre).

— de faire précéder, au cours de ces trois jours les Assemblées générales des PRL, sur toute l'étendue du territoire de la République, les réunions des Organismes de masse : travailleurs, jeunes, femmes, Conseils d'administration des établis-



La colonie chinoise attendant l'arrivée du Chef de l'Etat à l'ambassade de la République Populaire de Chine.

sements scolaires, Comités d'unités de production, Comités d'unités militaires par une minute de recueillement à la mémoire du grand révolutionnaire que fut Mao Tsé Toung.

— de faire déposer par le Comité Central au Monument du Souvenir et par les autorités des Pouvoirs Révolutionnaires Régionaux à leurs Monuments de Souvenir des couronnes de fleurs en hommage à l'illustre disparu.

Et le jeudi 9 septembre à la tête du Comité Central et du gouvernement, le Responsable Suprême de la Révolution, le Président Ahmèd Seku Ture s'est rendu à l'Ambassade de la République Populaire de Chine à Conakry pour présenter les condoléances du Peuple militant de Guinée

au Peuple chinois, à son Parti Communiste et à la famille éplorée.

Dans le livre de condoléances ouvert à cet effet, le Secrétaire Général du Parti-Etat écrit notamment : « Le camarade Mao Tsé Toung a été l'homme révolutionnaire décisif que l'humanité progressiste n'oubliera jamais. Car il sut l'incarner en lui demeurant rigoureusement fidèle jusqu'à sa mort physique, car sur le plan de l'histoire de l'idéologie de la Révolution, il restera immortel ».

L'hommage rendu au Président Mao Tsé Toung par notre Peuple est bien à la dimension de sa contribution idéologique et pratique à la Révolution mondiale.

Abou Bangoura

Editorial

LE DRAME DU FOUTA - DJALLON (26 ans auparavant)

par **Ahmèd Seku Ture**

Le Fouta, c'était la grande honte de l'époque coloniale. Les colons y avaient trouvé un terrain fertile pour expérimenter toutes les bassesses dont ils étaient capables. En cela, ils étaient aidés par une chefferie servile et féroce. Et en Guinée d'alors nulle autre région ne gémissait autant que le Fouta sous le fardeau de la colonisation doublée d'une chefferie sans nom.

C'est le PDG qui a mis fin à cette situation. L'histoire l'atteste éloquemment n'en déplaise aux cadres peulhs qui ont choisi la voie de l'indignité en trahissant aujourd'hui ce Parti libérateur. Heureusement, d'autres voix peulhs se lèvent aujourd'hui même pour fiétrir la trahison des traitres.

Mais, déjà en 1950, le stratège Ahmed Seku Ture dans un retentissant article paru dans « REVEIL » parlait du drame du Fouta Djallon.

Nous donnons pour l'intelligence des uns et des autres, dans cette édition, le texte intégral de cet article qui est, 26 ans après, un véritable appel pour sauver le Fouta.

La campagne du « Coup de Bambou » et de « Réveil », appuyant l'action engagée par les populations du Yambéring, a eu comme premiers résultats la suspension de ses fonctions, par décision, du tyranneau, Diallo Mamadou Saliou, illégalement interné dans un petit village à 100 kilomètres de Téliélé, vers la frontière commune Boké-Téliélé, puis sa révocation par décision du 2 juin 1950 (J.O. de Guinée 15-16 p 189) -

Par cette triple mesure, l'administration admet la pleine culpabilité du pillard. A la Subdivision de Mali, Mamadou Saliou se serait étonné devant l'attitude hostile des autorités à son égard arguant qu'il était inquiet pour des faits journalièrement commis par tous les chefs foulahs.

En effet, nul n'ignore et l'administra-

tion colonialiste moins que personne, que les féodaux peulhs se livrent quotidiennement aux pires exactions que les belles limousines, les somptueuses villas, les camions, les innombrables troupeaux, les kilos de bijoux d'or dont les chefs font impunément étalage, sont extorqués aux populations sous-alimentées et loqueteuses.

Les moyens employés ? Il est de pratique courante, grâce à un recensement constamment tenu à jour, de faire payer l'impôt à tous les non-imposables, et parfois même aux enfants qui ne sont pas nés..., de prélever une taxe supplémentaire et variable selon les appétits et les besoins du chef sur tous les habitants, de confisquer la part du lion sur toutes les successions, d'opérer des contributions exceptionnelles par tête d'habitant ou par chef de carré à l'occasion des fêtes légales ou musulmanes, à l'occasion du recensement démographique, du recensement des jeunes gens pour le service militaire et lors des commissions de recrutement, à l'occasion du passage des personnalités administratives, de tous les événements familiaux, de moindres déplacements à l'intérieur du canton du chef, toujours escorté d'une suite imposante de femmes, « batoulas » et « farbas » très exigeants, comme de tous les déplacements extérieurs. On va jusqu'à faire des prélèvements sur les mandats envoyés par les militaires, les fonctionnaires et travailleurs résidant au loin. Les colis à l'adresse des administrés sont toujours ouverts en présence du chef ou d'un de ses « diaggué » (homme à gages), qui prend tout ce qui lui plaît. A leur retour, les militaires et travailleurs sont tenus d'ouvrir leurs malles en présence du « lando », offrant ainsi le contenu au pillage. Et gare, si on y met de la résistance ! En un tour de main, vous êtes déshabillés et dûment bastonnés. Toutes occasions sont bonnes pour infliger des amendes, jusqu'aux plus petits manquements à une politesse méticuleuse et tâtilonne quand il s'agit du chef. Ceux qui peuvent verser

immédiatement les amendes et mille contributions irrégulières sont déclarés endettés vis-à-vis du chef, qui en tient comptabilité. Et on a vu des cultivateurs, ainsi frustrés de la totalité de leur récolte. Il est même interdit de s'habiller décentement, de porter bonnet de velours et boubou brodé, de mettre la poule au pot, de tuer une chèvre ou un mouton à plus forte raison un bœuf. Il y a quelques semaines, les parents d'un chef de village décédé payèrent un lourd « bougnat » à un chef de canton pour avoir l'autorisation de l'enterrer. Et nous en passons bien d'autres...

Les postes du Fouta sont très recherchés par les fonctionnaires de l'ordre colonial, pas seulement pour le climat, mais pour les œufs, les chapons, les bouteilles et estagons de beurre, le lait, le riz blanc, les moutons « tapés », l'or et l'argent. Evidemment, il y a des fonctionnaires qui, pour sauver les apparences, laissent leurs dignes épouses recevoir les cadeaux pour acheter leur complaisance et leur complicité. On a même vu, souvent, les hauts fonctionnaires du chef-lieu se ravitailler au Fouta et des chefs de canton au mieux avec les gouverneurs faire valser même les administrateurs des colonies.

Ce n'est pas pour rien que les chefs de territoire successifs font plus de tournées dans le Fouta que dans les autres Régions. Disons en passant que, pour certains hauts fonctionnaires, les nominations de chef au Fouta sont autant de fructueuses aubaines.

L'administration coloniale est parfaitement au courant de tous les crimes et méfaits qui se perpétrent au Fouta. Elle a créé une nouvelle féodalité à son service, féodalité plus rapace que l'ancienne et assurée de l'impunité.

Jamais, avant l'occupation française, on ne commettait tant d'abus, tant d'exactions, tant de pillage à fortiori de crimes.

Car la constitution théocratique peulhe, inspirée des préceptes coraniques, édictait des sanctions allant jusqu'à la peine de

mort. C'est dire toute l'abjection du régime colonialiste qui, sous-couvert de civilisation, autorise ouvertement tous les brigandages d'une bande de requins toujours affamés.

Il n'est pas étonnant que cette féodalité, consciente de ses privilèges exorbitants, fasse une sainte alliance avec l'administration, puisqu'il s'agit, pour les uns et les autres, de faire durer un régime de domination féroce et d'exploitation mercantile.

Les uns et les autres, les fonctionnaires de l'ordre colonial et les féodaux, sous-agents et exécutants du colonialisme sucer de Peuples, ont ainsi l'occasion de se partager des profits élevés. Il n'est pas étonnant que les uns et les autres se coalisent contre le mouvement démocratique que les uns et les autres combattent haineusement : le R.D.A.

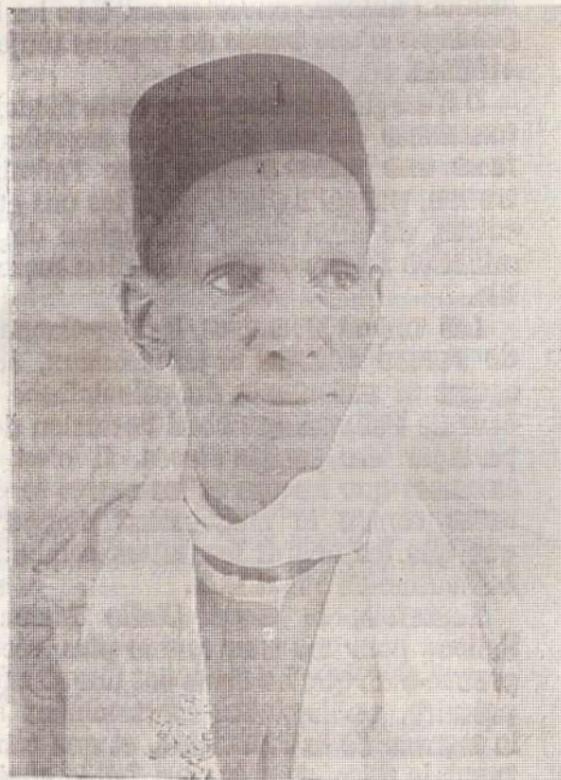
Toutefois, le cas de Diallo Mamadou Saliou, pour ne citer que le plus récent, prouve bien que les chefs ont une situation précaire, qu'ils vivent constamment sous la menace de la révocation, et que constituant le dernier et le plus faible chaînon du système d'oppression et d'exploitation, ils peuvent être amenés à être écrasés.

Aveuglés par les profits des exactions, éivrés par l'appui intéressé et, partant instable des tenants de l'administration, les féodaux refusent d'admettre que leurs intérêts véritables se confondent avec les intérêts permanents de l'Afrique. Ils ne comprennent pas qu'ils gagneraient beaucoup en se mettant au service du Peuple, au service de la démocratie, par ce qu'il n'y a pas de chefs à position plus stable qu'un chef aimé du Peuple, fort de la confiance et de l'appui de ses administrés.

Nous disons que le Fouta reste l'une des grandes misères, des grandes hontes, des grandes tares du régime colonial. C'est pour cela que le Rassemblement Démocratique Africain a engagé la lutte contre le cancer du Fouta-Djallon.

LE R.D.A. GUINEE
(IN REVEIL, N° 421 JUILLET 1950)

Thierno Aliou Bhoubha Ndiyan: La vérité historique



El Hadj Thierno Abdourahamane Bah,
membre du Conseil Islamique national.

LETTRE AU CHEF DE L'ETAT

« Je m'engage sur l'honneur à combattre, à vos côtés, le racisme d'où qu'il vienne, même de mes plus proches »

Camarade **PRESIDENT**,

Comme vous aimez souvent à le dire, il y a dans l'Histoire des hommes, des nations, des Peuples et des sociétés, des moments inoubliables parce que tout d'honneur, de gloire et aussi d'émotion.



Thierno Aliou Bah
Directeur de LIBRAPORT

Tel a été mon cas lors du meeting d'information organisé le 22 août 1976, au Palais du Peuple par le Comité Central de notre Parti-Etat sous votre haute Présidence autour du complot permanent contre notre Régime démocratique et populaire. En effet, ce jour-là encore, tout comme le 24 mai 1967 à Timbi Madina et le 19 avril à la Permanence Fédérale de Labé, j'ai été, tout à la fois, honoré et grandi au-delà de toute espérance par votre bienveillante appréciation. A vrai dire, je ne trouve pas des mots, encore moins des expressions pour vous traduire toute ma reconnaissance tant elle est humainement inexprimable. C'est vous dire,

Camarade **Président**,

Que seul ALLAH le Tout-Puissant peut apprécier valablement toute la sublimité des sentiments qui m'animent à l'endroit de votre Auguste personne qui fait la fierté du Peuple de Guinée et de l'Afrique. Que Dieu veuille donc me mettre dans les conditions physiques et mentales requises, pour me permettre de toujours mériter votre confiance.

S'agissant des problèmes brûlants qui préoccupent notre vaillant Peuple, je tiens à vous réaffirmer solennellement ma disponibilité totale pour demeurer en permanence à l'avant-garde du combat contre le racisme pour le triomphe de notre Grande Révolution Socialiste.

Votre mise au point quant à l'origine de ma famille me reconforte à plus d'un titre, surtout lorsqu'elle constitue une réhabilitation. En effet, la tradition indique que nous sommes d'origine Sarakollé venant de Diafouna, République du Mali. Notre ancêtre serait ALI KALI dont l'un des enfants, Malal, se serait installé successivement à Koïn au pied d'une montagne qu'il nomma fello Diafouna en souvenir de son village d'origine et plus tard à Labé.

Il est hors de doute que la thèse que vous avez défendue au meeting du 22 août 1976 est la seule qui vaille chez tous les hommes de bonne foi. Quand vous affirmez que :

— « L'ETRE HUMAIN NE VAUT QUE PAR LES VERTUS QU'IL INCARNE ET NON POINT PAR SA NAISSANCE OU LE NOM ».

Qu'est-ce qu'il y a de plus logique, donc de plus juste ? L'extrait ci-après de la Sourate 49, Chapitre 13 du Coran est suffisamment éloquent pour justifier cette assertion :

— « HO, LES GENS ! NOUS VOUS AVONS CREEES D'UN MALE ET D'UNE FEMELLE ET VOUS AVONS DESIGNES EN NATIONS ET TRIBUS, POUR QUE VOUS

VOUS ENTRECONNAISSIEZ. QUI EST LE PLUS NOBLE DES VOTRES ? AUPRES DE DIEU. C'EST LE PLUS PIEUX DES VOTRES ».

Ainsi donc, l'Islam lui-même rejette la Nationalité basée sur la communauté de race pour adopter celle fondée sur la conception commune de la vie. C'est fort de tout cela; Camarade Président,

Que je m'engage sur l'honneur à combattre, à vos côtés, le racisme d'où qu'il vienne, même de mes plus proches.

Que Dieu vous protège et avec vous la Révolution Démocratique Africaine.

Prêt pour la Révolution

Labé 25 Août 1976

El Hadj Thierno Abdourahamane
Membre du Conseil Islamique
National

Déclaration de la famille Thierno Aliou Bhoubha N'Dyan

« MEN FAHMI, MEN DYABHI... ... NOUS LUTTERONS RESOLUMENT CONTRE LE RACISME »

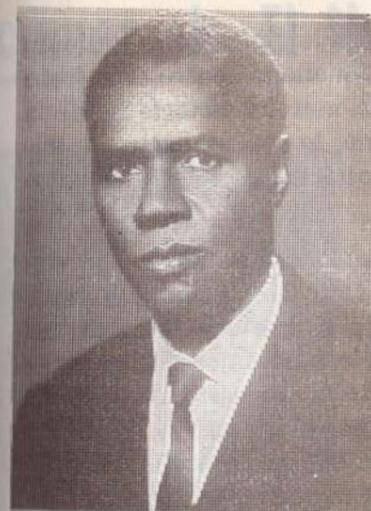
Camarade Responsable Suprême de la Révolution,

Vous avez devant vous des membres de la famille de Tyerno Aliyu Bhûbha Ndiyan, qui viennent s'acquitter auprès de vous d'un devoir agréable.

A l'occasion de votre magistral discours du 22 août dernier, vous avez bien voulu, camarade Président, rappeler à tous les auditeurs la mémoire de l'érudit musulman, du savant que fut Tyerno Aliyu. Comme vous le rappelez à juste raison, les grandes figures de notre histoire appartiennent également au Peuple tout entier; cependant vous avez daigné associer plus particulièrement la descendance du Waliyu de Bhûbha à la notoriété qu'il s'est acquise par sa culture et surtout par son comportement social tout de droiture et de sainteté.



Ibrahima Kaba Bah
Professeur de Physique



El Hadj Siradiou Baldé
Chef de Cabinet du Ministère
du Contrôle d'Etat

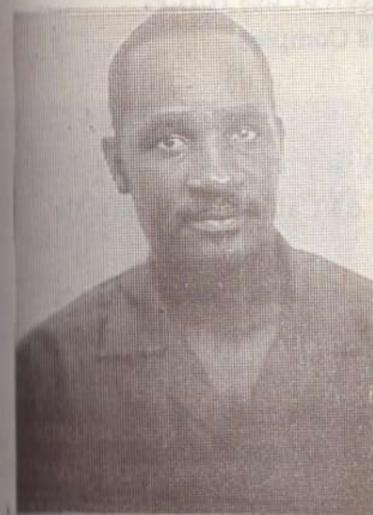
Nous vous sommes reconnaissants, camarade Président de l'insigne honneur qu'au nom de la Révolution vous avez bien voulu nous faire par vos déclarations sans équivoque. Cet honneur, soyez assuré que nous le mesurons à sa juste valeur, c'est-à-dire comme une exhortation que par votre voix, la Révolution nous lance, de vivre en sorte que par l'engagement militant de chacun de nous au service du Parti-Etat et de la Révolution guinéenne, nous ne déméritons pas de Tyerno Aliyu et de ses contemporains: Almami Samori Ture, dont il suivit avec sympathie la vigoureuse lutte anti-colonialiste; Alfa Yaya, dont il fut après son père Tyerno Mamadou, le conseiller et l'ami; Karamoko Sankun de Touba, Tyerno Aliyu Gomba, ses collègues en sciences islamiques et humaines.

Votre exhortation, camarade Président, nous l'avons comprise et nous l'acceptons, comme dit si justement le Peulh « Men fahmi, men dyabhi », rappelant que la fermeté de la conviction est le ciment de l'adhésion à une idée-force.

Nous adhérons sans réserve à cette exhortation, parce que la Révolution démocratique et socialiste que mène le Peuple guinéen sous votre direction lucide, ferme et désintéressée, est dans la suite normale de l'action qu'ont menée les ancêtres cités plus haut et leurs semblables; nous acceptons l'exhortation parce que les liens de sang qui nous rattachent à Tyerno Aliyu, nous font une obligation sociale de respecter et de suivre la voie de droiture et de solidarité humaine sur laquelle Allah l'a orienté, et nous vous remercions camarade Président, de nous rappeler cela.

Nous adhérons sans réserve à l'appel de la Révolution parce qu'il correspond à la conviction intime que nous ont inculqué tant les enseignements de nos ancêtres progressistes, que ceux qu'actuellement, au nom du Parti-Etat et du Peuple révolutionnaire de Guinée, vous exposez avec tant de clarté.

En priant Allah Tout-Puissant et Omniscient de nous maintenir, nous tous fils de Guinée et d'Afrique, sur le chemin droit qu'il nous a tracé, chemin qui coïncide avec celui que poursuit, sous votre lucide direction, la Révolution socialiste en Guinée, nous vous assurons, camarade Président,



Mountaga BALDE
Directeur Adjoint de l'O.B.K

de notre détermination ferme et irréversible d'être toujours à vos côtés, dans la lutte que nous menons contre tout frein susceptible de ralentir ou dévier la marche victorieuse de la Révolution : notamment le racisme, le régionalisme, le tribalisme, surtout lorsque ces pratiques émanent de nos compatriotes peulhs.

Pour terminer, permettez-nous, camarade Responsable Suprême de la Révolution, de formuler, au nom de cette famille que vous connaissez bien plus que beaucoup de ses membres ne savent, de formuler le vœu sincère que notre Peuple guinéen, et toute l'humanité progressiste, continuent à bénéficier de l'apport culturel prestigieux que votre volonté infatigable a édifié et continue d'enrichir, en vue de l'instauration d'un monde de justice et de solidarité, dans le travail créateur du bonheur universel.

Honneur à la mémoire de nos ancêtres progressistes.

A bas le racisme et toutes les pratiques préjudiciables à l'unité révolutionnaire du Peuple guinéen.

Vive le Président Ahmèd Seku Ture

Prêts pour la Révolution !

Conakry, le 31 août 1976

Signé : la famille de Tyerno Aliyu Bhûbha Ndiyan

1^o Les neveux :

El-hadj Ousmane Baldé, inspecteur des A.A.F.

El-hadj Hady Baldé, Cour des Comptes

Hassimiou Baldé, professeur

2^o Les petits fils :

El-hadj Oumar Rafiou Baldé, P.T.T.

El-hadj Siradiou Baldé, chef de Cabinet du Contrôle d'Etat

El-hadj Mamadou Bah, ancien directeur de Libraport

Ibrahima Caba Bah, professeur de physique

Mountaga Baldé, directeur adjoint de l'O.B.K

Karamoko Siradiou Baldé, ingénieur

Thierno Aliou Bah, directeur de Libraport

3^o Arrière petits enfants :

Abdourahamane Bah, directeur de Friguia

Mouctar Bah, directeur du Garage du gouvernement

Thierno Mamadou Cellou Baldé, docteur

Poème de El Hadj Thierno Abdourahamane Bah



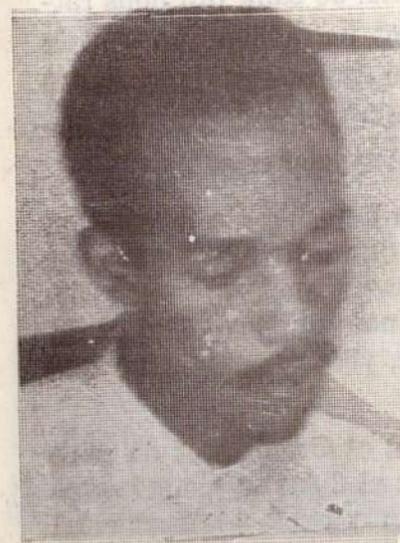
Mouctar BAH
Directeur Général des garages
Gouvernement

KA NOOTAGOL NODDAN-
DU KILE NDU PERSIDAN
AHMADU SEKU TURE
NODDI KALA PULLO FAA-
MOOWO FII WALLUGOL NO
LEYHYI LEYHYI IWIRA MI
NOOTODII E DHII GIMI AN
PULAR. MI ADORII SIFAADÉ
TAMPEREEDYI WADHUNOO-
DHI KA FEWENDO HARE
1939 - 1945.

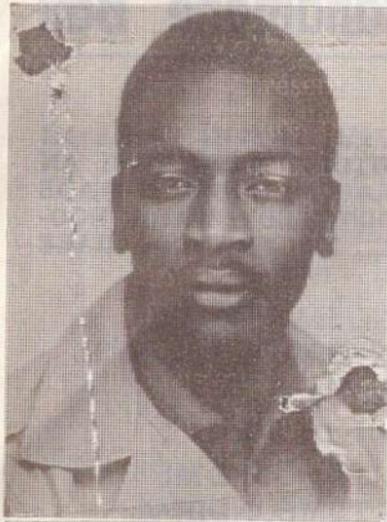
- 1 — YANGIIDYI HAREEDYI NO HATTINI YUR
MUDE NANU SIFA MUN HIBBAA GONGOL
- 2 — MIIDYI FII POORE E YANGI MU UN
BONNII ENDHAN BONNII DEWGAL
- 3 — KALA ON MO YHAWAAKI E POORE MU UN
ON SUUSAA DYUULUDE TUMBONDIRAL
- 4 — DYON NAGGE NGE SOODE SEEDHA MU UN
WONA POORE KO LUTTI WADHEE KAFUWAL
- 5 — HARA POORE SIWAA HARA HUUNDE ALAA
O TIWEE O PIYEE O WADHEE BHOGGOL
- 6 — SINO WOODI BHADIIDHOMO DYON DYAWKAL
ON KARHEE SOTTUDE NGEL MUSIGEL
- 7 — MAA MIIDYITODHAA FII KAAKULIMAA
DHON NON KO DYAHANNAMA DYON DYA-
YNGOL
- 8 — SI A YII BHEE IWTUBHE KAAKULIMAA
KO BHE DYON HORAGOL KO BHE DYON LA-
YHUGOL
- 9 — YOGA MABBHE NO HEWTIRI GALLE MU UN
KO KISAN TAWETEE NO E FII MAYGOL
- 10 — MAA MIDYITODHAA SENEGAALI KO FORSE-
TENOO KARHEE FII WARTOYAGOL
- 11 — SURGAADYO SI SIFANI MA NGURNDAN MUN
SENEGAALI A YURMETE NGEL MUSIGEL
- 12 — DYON DYAWKAL WINDEE FII YO O ITTU O
YILTOO YAADU E NGAL GIITAL
- 13 — BHE MARAABHEN WINDEE BHEN KARHEE
FAALAADHO SALAADE WADHEE BHOGGOL
- 14 — TAWA FEERE ALAA NO O RONKIRA YAADE
O DHABBHOYA NDYOOBHA O NANGA DHA-
TAL
- 15 — DHUN DHOODHE KA SEEDHA SIFIIMI DHOO
SI MI HAL FOW WONTAY GATTYONDIRAL
- 16 — SIA YII LAAMAADHO NO DYOODHOO GALLE



El Hadj Oumar Rafiou Baldé
P.T.T.



Karamoko Siradiou Baldé
Ingénieur



Abdourahmane BAH
Directeur de FRIGUIA

- MU UN IWI FUDHUGOL HAA TO MUTAL
- 17 — ARANAALIMO DHON MBATULAADYO WIOO-
WO KO NGAL KUUGAL E NGAAL KAFUWAL
 - 18 — A TAWAY DHON FUUTA DYALOO BHUTTII
SI DHA ANDI KO FEYYHI E NGALA HAREWAL
 - 19 — DHUN FOW NGUU LAAMU WISSI WADHI
DHUN MARESAALU PETEN WONI DYON
PALDYOL
 - 20 — HAA DYOOMAN FEYHINI PEEDEESE
DARTIIBHE BHE RADHIIBHE BHE WOOP
PADHAL
 - 21 — GILA DHUN NDII LEYDI ME EN HETTII
WOOTANDHEN SEEKU O HEBHI POLGAL
 - 22 — GILA DHON GINE FUDHII NGURNDAN GOO
NGURNDAN NDIMU NGURNDAN WAKILAGOL
 - 23 — YO MUSIBBHE YIDHEN NDII LEYDI ME EN
FOTTEN WELDEN HAWKEN LURRAL
 - 24 — YIDHUGOL NDII LEYDI KO HUMINDIRGOL
KALA YIMBHE BHE WONTA LENYOL GOOTOL
 - 25 — WANO SOOSO E PULLO MANINKA KONII
KISI TOOMA E GERZE WONTA LENYOL
 - 26 — YO MOBEE NANU DYABHA WAADYUUDYI
NEOO
PERSIDAN SEKU NO DYANNI MISAL
 - 27 — TOTI YIATAA NAANGE KO GERDHA VOO
SI A TENKII KOYDHE KO DEPPITAGOL
 - 28 — PALLARDI E LEGGAL TAKKUNDI TUN
KASA KASA MAYRI KO HAA LAAMEL
 - 29 — DHUN DHOO KO MISAL FII ATTYITAGOL
DHUN DHAA KO MISAL FII ATTYITAGO
 - 30 — MUSIDAL WATA AAMEE WAKKILODHEN
YEWTEEN BHE FULBHE BHE FEWNA DHATAL
 - 31 — PERSIDAN SEKU NO DYANNUDE EN
YO MO BHEE DYABU HUUTORA NGAL GANDAL
 - 32 — GINE SOGSQ ALAA GINE PULLO ALAA
E MANINKA ALAA GINE FOW KO GOROL
 - 33 — ENEN KOBHE AFRIK HODHUBHE GINE
DYIBINAABHE GINE MUSIDAL GOOTAL
 - 34 — DYOOMAN TAGU ADAMA BAABA MEEN
KO E LEYDI O TAGIMO E NGAL LOOPAL
 - 35 — SI O TAGINON ONTUMA NEENE HAWAA
BHE HODHII ALDYANNA BHE HETTI BHURAL
 - 36 — IBLIISA SI DHAYNIBHE HAA BHE RADHA
SIBHE DYIPPII LEYDI E HOORE KULOL

- 37 — BHE DHIDHO WONI SORO WONI PATIMEN
KALA AADEN HODHUDHO E NGAL LEYGAL
- 38 — SORO MEEDHEN ADAMA BHII LOOPAL
PATIMEN KO HAWAA HOLIAN BHURDAL
- 39 — YETIN NON HONNO DYEYAADHO E BHE
SIKKIRTA NO BHURI OYA FII BHANTAL
- 40 — HIRSEN IROYEN OO LEYYHI KA LEY
FOTTEN WELDEN HAWKEN LURRAL
- 41 — KO ONON GINEYEMBE MI DYEEDYII ON
HAWKEN DHII LEYYHI WADHEN POTTAL
- 42 — MUSIDAL AN FULBHE MI TORORII ON
ALLAAHU SENIIDHO SIFORDHO KAMAL
- 43 — BHANHODHEN NON NANGINDIREN SOOKE-
DYE E KALA GINEYEMBHE ALAA BHURDAL
- 44 — REWOLISIYON GINE ON FAALE MU UN
TAWE DHEN KOYO FEWNITE HETTA GEBHAL
- 45 — REWOLISIYON GINE ON FAALE MU UN
GINE FOW KO YO GANDIDHU NANGA DEMAL
- 46 — REWOLISIYON GINE ON YIDHATAA BONNU-
DE KALA AADAADYI YAMIRDHI BHURAL
- 47 — MO TAWAAMA E NGEL MODYOBEL DYOWA-
BHEL WATA YURMIN ON, ON WOOPU DHATAL
- 48 — SABU ON DHON FAALANO WARDEMA AN
E GEDHALBHE E REWBHE E KALA MUSIDAL
- 49 — KALA ADHUDHO FITINA E LEYDI MEEN
YOO YANGE O YAGGA O ONTA MISAL
- 50 — FILLAAMA E MAAKU NULAADHO ME EN
YAA DYOOMAN HISNUMO HAA TO DARAL
- 51 — FITINAADYI NO WAALII DHAANII TOO
ATTYEE DHIN HIRA DHON HAA TO PUDHAL
- 52 — ALLAAHU HUDHII FINDINDHODHI TON
HIDHI FUDDHORA ON NODHI HEBHIRI PINAL
- 53 — YAA DYOOMAN HIWU NDII LEYDI AMEN
DANDAA MEN REENAA DYON PEEWAL
- 54 — MIDHO YELANII AYNUDHO DAWLA ME EN
PERSIDAN SEKU MALAL E KISAL
- 55 — MIDHO HEBLII FII OO DAWLA ME EN
MIDHO YELANII REWOLISIYON BHANTAL
- 56 — MI DHO DYUULA E BHURDHO TAGEEFO NGO
FOW YAA DYOOMAN HISNUMO HAA KA
DARAL.

Labe nyande sappo Sutambar
Alhadyi Abdurrahman Koneyee Islamik
National — Labé

LA REVOLUTION OU LA MORT

Décision du Bureau Fédéral de Labé

Les militants, les militantes, les responsables à tous les niveaux de la Fédération de Labé ont suivi avec une attention soutenue les magistrales interventions très riches d'enseignements du Responsable Suprême de la Révolution qui, après une analyse dialectique de la situation créée par les éléments tarés de la 5ème colonne, appellent les cadres du Parti-Etat à se déterminer par rapport au racisme peulh, invite le Peuple à plus de rigueur et de fermeté contre l'ennemi de classe, destructeur de l'unité nationale.

Répondant à cet appel, les militants et militantes de Labé rappellent, contrairement aux allégations cyniques et mensongères d'une minorité en marge de la société, qu'ils ont ici à Labé, bénéficié plus que tout autre de l'action salvatrice et bienheureuse du PDG dont l'œuvre est infiniment riche et exaltante pour l'ensemble du Peuple de Guinée en général, et se caractérise particulièrement au Fouta et singulièrement à Labé par la réhabilitation effective de l'homme et de la femme peulhs, hier quotidiennement humiliés, avilis, pourchassés par monts et par vaux comme une bête par les agents féroces de la féodalité et du colon blanc.

La libération c'est ici à Labé, qu'elle s'est effectivement opérée. On se rappelle en effet ce qu'était la colonisation et la féodalité à Labé ; le triste souvenir de l'indigénat encore frais à la mémoire des masses laborieuses, les pénibles fournitures obligatoires de guerre et de paix en produits de toutes sortes, de caoutchouc en particulier, les chantiers d'enfer de kakoulima, de Sita, de Sifré.

En un mot le féroce travail forcé qui confisquait dans l'indignité la plus abjecte les bras valides des paisibles populations de chez nous.

N'est ce pas cette vie de calvaire que beaucoup de nos poètes ont pluré ?

Et voilà que le premier acte du 1er gouvernement PDG supprime l'instrument servile du colonialisme qui était la féodalité, libère tout le Peuple des chaînes de l'esclavage.

Faut-il rappeler cependant que nonobstant cet acte libérateur qui appelait encore la reconnaissance éternelle des vivants et des générations futures, quelques fils du pays, aliénés sur les bancs de l'école coloniale ou intoxiqués par une malformation pseudo-militaire ou tout simplement corrompus par l'occupant, ont poussé l'abjection jusqu'à la limite du possible en battant tapageusement la campagne du oui pour la perennité de la domination étrangère.

Faut-il rappeler la rage au cœur, les dizaines de milliers de bulletins de la honte jetés dans les urnes grâce à l'action nocive de ces fils indignes, définitivement condamnés par l'histoire !

Faut-il rappeler que plus tard, rendant le bien pour le mal votre magnanimité, camarade Responsable Suprême de la Révolution, votre clémence, votre perpétuelle croyance à la perfectibilité de la nature humaine, faut-il rappeler qu'une fois l'indépendance acquise, une fois le pays redevenu maître de son destin, oubliant volontairement le passé et confiant en l'avenir, vous faites la discrimination à l'avantage de ceux-là mêmes dont vous aviez malgré eux libéré les pères, les mères, les frères et les sœurs. Les pères, les mères, les frères et sœurs de cette même minorité peulhe de chez nous, hélas, n'ont-ils pas tous, à l'instar des militants des autres fédérations sœurs bénéficié de tous les acquis de la Révolution ?

Toutes ces victoires remportées sur les ennemis du Peuple exacerbent les nostalgiques, les ingrats, les maudits qui usent vainement de toutes les armes de la contre-révolution pour freiner l'élan du Peuple, confisquer ses conquêtes, l'assevir de nouveau.

Ces éléments traîtres à la patrie osent brandir l'arme du racisme et du régionalisme et parlent d'une soi-disant situation particulière à eux, c'est le non asservissement du Fouta, c'est le non retour du régime d'oppression et d'exploitation, c'est la nostalgie des temps brumeux d'autrefois.

Voilà la situation particulière qu'ils déplorent ces renégats, ces apatrides, ces éléments ingrats, ambitieux, insatiables et étrangers au Peuple, que sont les Tely Diallo, Aliou Dramé, Hadja Bobo et consorts.

Ces éléments tarés qui ont bénéficié de tout, ces vils individus, ces traîtres hier camouflés dans nos rangs, se ser-

vaient de leur fonction ou situation privilégiée pour poignarder le régime.

Quant à nous militants et militantes de Labé, nous avons depuis longtemps fait notre choix.

— Choix du P.D.G. qui a été le Parti qui depuis sa naissance a défendu sans relâche le Peuple laborieux, ce Parti qui a été en Guinée le seul rempart efficace contre la féodalité le seul resté à l'avant-garde de la lutte pour la libération et l'émancipation des Peuples colonisés. En un mot la seule organisation politique qui a conservé la cohérence idéologique, maintenu et appliqué ferme son programme initial, le seul Parti qui n'a jamais dévié, qui vivra éternellement pour défendre les acquis du Peuple.

— Choix de l'homme qui a incarné ce Parti, l'a maintenu ferme dans sa ligne politique, a fait don de sa vie au Peuple, celui-là dont la vie et l'action résident dans la défense des intérêts exclusifs du Peuple, nous voulons nommer le camarade stratège Ahmèd Seku Ture.

Ils réaffirment leur volonté farouche de défendre la Révolution jusqu'à l'ultime sacrifice et renouvellent leur fidélité inconditionnelle au Responsable Suprême de la Révolution, le guide éclairé et infaillible du Peuple, le camarade stratège Ahmèd Seku Ture.

S'agissant des pays effectivement compromis dans la présente phase de complot permanent, ils demandent la rupture pure et simple des relations diplomatiques avec tous ceux d'entre eux qui refuseraient de mettre à la disposition de la Guinée les contre-révolutionnaires qui s'y réfugient.

A bas le racisme

A bas Houphouët et Senghor

Au poteau les comploteurs

Vive le Président Ahmèd Seku Ture

Vive la Révolution

Prêt pour la Révolution

28 Août 1976

Le Bureau fédéral de Labé

1^{ère} zone militaire de Kindia

Porter la guerre dans les pays africains abritant les mercenaires

Les militants en uniforme de la première Zone militaire de Kindia.

— Considérant la conjoncture internationale actuellement caractérisée par les contradictions aiguës entre l'impérialisme moribond et les Peuples en lutte pour la liberté, la dignité et la responsabilité ;

— Considérant le rôle d'avant-garde de la Révolution guinéenne en Afrique et dans le monde face à l'agressivité de la réaction capitaliste, monopoliste et néo-colonialiste ;

— Considérant que le régime populaire et révolutionnaire guinéen entend de manière imperturbable poursuivre sa mission historique de libération et d'épanouissement des Peuples opprimés ;

— Considérant le complot permanent ourdi contre le vaillant Peuple de Guinée depuis sa courageuse prise de position lors du référendum du 28 septembre 1958 pour l'exercice plein et entier de sa responsabilité face à son destin ;

— Considérant qu'à partir du 2 octobre 1958, le soldat guinéen considéré et traité sous le régime colonial comme vil mercenaire, est devenu depuis cette date citoyen libre et responsable d'une Nation souveraine qui s'appelle la Guinée et qu'à ce titre le militant en uniforme participe effectivement à l'œuvre de reconstruction nationale ;

— Considérant les nouvelles tentatives d'assassinat des cadres de notre Parti-Etat et de réédition de l'agression du 22 novembre 1970, avec la complicité active des fantoches africains Houphouët et Senghor s'appuyant sur les traîtres guinéens agents serviles de la 5^{ème} colonne ;

— Considérant que toutes ces folles aventures ont pour objectif de substituer au régime démocratique et populaire de Guinée un régime néo-colonialiste au service de l'impérialisme exploiteur et oppresseur ;

— Considérant les privilèges dont a bénéficié l'ex-commandant de notre zone militaire le traître Lamine Kouyaté qui, par la confiance et la sollicitude toute particulière du Responsable Suprême de la Révolution, a été promu au grade de capitaine et occupé successivement les hautes fonctions d'officier d'Ordonnance du Président de la République, et commandant de la zone militaire du M.D.R. de Kindia ;

— Nous, militants en uniforme de la 1ère Zone militaire de Kindia,

— exprimons notre indignation la plus profonde quant à l'acte de haute trahison dont s'est rendu coupable le triste individu le traître Lamine Kouyaté ex-capitaine.

— Flétrissons cet acte ignominieux, indigne d'un Officier de notre vaillante armée guinéenne.

— Exigeons qu'il soit condamné à la peine capitale et passé aux armes dans le Camp Kémé Bouréma de Kindia.

— Condamnons les menées subversives et criminelles de l'impérialisme international, de ses instruments serviles les fantoches Houphouët et Senghor.

— Pour que l'épuration soit effective à tous les niveaux au sein du Parti-Etat ;

— Prenons l'engagement solennel de redoubler de vigilance, de dépister, démasquer et mettre hors d'état de nuire tout ennemi camouflé dans nos rangs en général et singulièrement dans celui de notre Armée populaire et révolutionnaire.

— Demandons au commandant en chef des Forces armées populaires et révolutionnaires de Guinée d'autoriser son intrépide Armée à passer à l'offensive et porter la guerre dans le camp ennemi particulièrement dans les pays africains abritant les camps d'entraînement des mercenaires contre le grand Peuple du 28 septembre et du 22 novembre.

— Réaffirmons notre serment de fidélité et notre attachement indéfectible au Peuple de Guinée, à son Parti-Etat, à sa Révolution et singulièrement au commandant en chef des Forces armées populaires et révolutionnaires de Guinée le grand Stratège Ahméd Seku Ture.

Nous vaincrons.

Prêts pour la Révolution.

Les cadres originaires de la moyenne Guinée travaillant au Ministère
du Contrôle d'Etat

« ENTERRER LA 5^e COLONNE AVEC SES IDEES NEGATIVES »

AU CAMARADE SECRETAIRE GENERAL DU P.D.G.,
RESPONSABLE SUPREME DE LA REVOLUTION

Camarade Président,

Nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir accepter de recevoir, en ces circonstances particulières du processus révolutionnaire de notre pays, le serment de fidélité à la Révolution et à son leader des cadres originaires de la moyenne Guinée et travaillant au Ministère du Contrôle d'Etat.

Après avoir écouté avec une attention particulièrement soutenue vos exposés magistraux faits au Palais du Peuple à propos de la séquence actuelle du complot permanent ourdi par l'impérialisme et ses laquais intérieurs de la 5^e colonne, notre conscience de révolutionnaires conséquents nous amène à vous témoigner notre sincère engagement de lutter partout et toujours contre le racisme peulh.

Le racisme est une arme nocive que la contre-révolution n'hésite pas à utiliser pour mystifier les masses, la petite bourgeoisie étant particulièrement réceptive à ce genre d'argument subjectif et confusionniste. Nous rejetons catégoriquement quant à nous le racisme comme arme de lutte politique et nous engageons à défendre partout l'idéologie de la lutte de classes du P.D.G. c'est-à-dire l'idéologie de la Révolution dans nos familles comme dans nos lieux de travail.

La situation du Fouta Djallon n'est « particulière » qu'en ce que cette partie de notre Nation révolutionnaire à jadis connu l'oppression colonialo-esclavagiste dans sa forme la plus achevée.

Le mode de production féodal y a atteint son épanouissement le plus complet inculquant à certains habitants de cette Région, les tarés devenus ataviques, le goût des intrigues, de la trahison et de leurs corollaires : la fourberie, l'hypocrisie, la veulerie, l'égoïsme.

Grâce à la formation idéologique dispensée par le Parti-Etat, grâce à la Révolution Culturelle Socialiste, les jeunes générations, dont nous faisons partie, perdent ces tares pour acquérir les vertus et les attitudes révolutionnaires. Aussi, nous nous engageons à adopter partout les attitudes qu'exige la Révolution afin de donner le bon exemple à nos familles, à nos compagnons de travail et aux militants du Parti-Etat que nous cotoyons.

Vous nous enseignez camarade Président que : (citation) « **En chaque individu... dans chaque famille il y a la lutte entre les justes et les injustes, les bons et les mauvais. Dans chaque P.R.L., chaque Nation et dans tout le monde entier, c'est la même lutte entre le bien et le mal, entre ceux qui sont pour la justice, et ceux qui pratiquent l'injustice, entre ceux qui sont pour l'indépendance et ceux qui veulent de l'esclavage pour les autres, entre ceux qui veulent du bonheur démocratique et ceux qui ne rêvent au bonheur que pour eux seuls et au malheur pour les autres... Partout où il se trouve l'homme doit lutter contre « CHEYTANE »** » (fin de citation).

Il s'agit là de la lutte de classes résultant de l'analyse dialectique de la nature de l'individu et de la société.

Bien-aimé camarade Président, nous acceptons cette lutte, sous votre clairvoyante direction, dans nos familles, dans nos bureaux, dans nos P.R.L. partout, contre ceux qui, utilisant l'arme perfide du racisme peulh tentent ou tenteront de faire basculer les masses de la Moyenne-Guinée, dont nous sommes originaires, dans le camp maudit de la réaction.

Nous œuvrerons partout à faire prendre à chacun de nos parents, amis et collaborateurs de Service conscience du sens de l'histoire des Peuples ; tant il est vrai que l'his-

toire réserve sa poubelle ou son enfer aux agents stipendiés de la féodalité, de la bourgeoisie, du néo-colonialisme, et de l'impérialisme oppresseurs, exploiters, criminels, sanguinaires, des égoïstes, des mystificateurs, des envieux, des ambitieux ; ennemis de ceux qui vivent simplement et modestement de leur labeur à la sueur de leur front.

Nous cadres du Contrôle d'Etat avons de larges contacts dans l'exercice de nos fonctions, et vous pouvez être assuré que l'idéal de la Révolution sera défendu partout où nous passerons, car notre mission première est la sauvegarde de la Morale révolutionnaire. Oui, la situation particulière du Fouta Djallon, depuis la libération nationale, c'est que de toutes les Régions naturelles de la République, c'est lui qui a le plus bénéficié de la sollicitude du Parti-Etat et du Responsable Suprême de la Révolution en matière d'investissement en faveur du bien-être social. En effet, toutes les grandes villes sont électrifiées, même certains Arrondissements le sont. Elles ont l'eau courante ; les rues sont, en outre, bitumées.

Les principales routes inter-régionales sont goudronnées. Tout cela certains cadres peulhs ingrats vis-à-vis de la Révolution, l'oublie et complotent. Ils brandissent l'arme du racisme pour se rallier les égarés. Or le fond du problème est que le racisme ne constitue qu'un moyen, un paravent, un écran de fumée qui masque le véritable objectif des comploteurs, la restauration du capitalisme en Guinée.

Un officier felon n'a-t-il pas parlé de l'objectif contre-révolutionnaire qu'est la mise en place « d'un régime militaire capitaliste ».

Un autre agent de la 5^e colonne a fait état de perspective de l'adoption d'un régime d'économie libérale et capitaliste. Là est le nœud de l'affaire. Leur langage est le même. Ils parlent tous de race peulhe brimée mais en vérité, derrière cette assertion mensongère, trompeuse et mystificatrice, ils cachent leur sombre désir de voir l'instauration en Guinée du mode capitaliste de production semi-colonial, avec son cortège d'instabilité politique, d'injustices intolérables, de crimes, de génocides impérialistes, d'exploitation des masses laborieuses, de misère des travailleurs et des paysans, de brutalités envers les prolé-

taires ; de lutte toujours aigue entre les classes antagonistes, ce qui signifie la fin de la paix sociale, l'inflation permanente, les crises économiques accompagnées de chômage, l'appauvrissement accru des pauvres et l'enrichissement aussi rapidement croissant qu'injuste des riches, l'accumulation de la richesse chez une minorité et l'extension de la misère noire au niveau de la majorité du Peuple, avec pour couronnement l'inévitable affrontement sanglant final des classes antagonistes ; ce sont là les sombres perspectives auxquelles les traîtres destinent consciemment ou inconsciemment mais objectivement notre Peuple, si jamais leurs desseins machiavéliques se réalisaient.

Non, non et non ! ce qui s'est passé au Chili n'arrivera jamais en République de Guinée. Que l'impérialisme sache que l'offensive révolutionnaire du Peuple uni au sein de son Parti d'avant-garde le P.D.G. a enseveli et ensevelira tous les Pinochet guinéens qu'ils soient peulhs ou autres, avant qu'ils n'aient eu le temps de bouger.

Le Peuple de septembre 1958 et du 8 novembre 1964, mobilisé et organisé, dirigé et éduqué par l'éminent révolutionnaire qu'est le stratège Ahmèd Seku Ture n'a jamais laissé passer et ne laissera jamais passer les comploteurs, valets des classes exploiteuses. Les habitants de Fouta ont vécu avec une intensité « particulière » l'exploitation de la féodalité esclavagiste symbolisée par le fantoche du colon blanc, le tristement célèbre chef de canton mystificateur, insatiable, jaloux, arrogant envers le Peuple, égoïste, injuste car il ne tolérait même pas que quelqu'un d'autre que lui s'habille correctement dans la zone où s'exerçait son pouvoir despotique.

C'est le P.D.G. - R.D.A. qui a mis la féodalité à terre en 1957. C'est le P.D.G.-R.D.A. qui a éjecté en 1958 le colonisateur européen, soutien de la féodalité. C'est le P.D.G.-R.D.A. qui a abattu en 1946 et en 1975 la bourgeoisie nationale rapace laquelle ne rêvait que de remplacer les capitalistes étrangers chassés. Oublier tout cela et combattre un tel Parti, son régime, son leader, c'est vouloir replonger le Peuple dans les ténèbres de l'exploitation, de l'indignité néo-coloniale, de la haine implacable entre les différentes ethnies et couches sociales, les ténèbres dissouts disons-nous

de la division des nationaux, autant de fléaux que vivent présentement des pays que tout le monde connaît et que personne n'envie. Les militants du Fouta Djallon ne doivent pas accepter que les cadres traîtres peulhs leur fassent oublier les bienfaits incommensurables du Parti du Salut National, le Parti-Etat de Guinée dirigé par le camarade Ahmèd Seku Ture.

C'est pour toutes ces raisons que nous flétrissons et condamnons avec la dernière énergie l'action traîtresse des agents de la 5è colonne, ingrats oublieux des bienfaits du Peuple qu'ils ont tenté de placer dans le carcan néo-colonial et nous exigeons avec fermeté que la peine la plus sévère leur soit infligée afin que les idées négatives et contre-révolutionnaires qu'ils véhiculent disparaissent définitivement avec eux.

Camarade stratège Président, nous vous prions de continuer à nous faire éduquer pour nous parfaire et à nous faire confiance, nous vous prions d'être assuré que nous ne tomberons jamais dans le piège du racisme, et que nous ne nous laisserons absolument pas illusionner par le bonheur factice que les sbires du néo-colonialisme font miroiter aux yeux des naïfs aimant la facilité et aspirant à la trahison.

Nous sommes toujours prêts pour la Révolution.

A bas le racisme peulh

Vive l'unité nationale au sein du P.D.G.-R.D.A.

Longue vie et santé de fer au camarade Président Ahmed Sékou Touré.

Conakry, le 26 Août 1976
Les cadres du Ministère du
Contrôle d'Etat originaire
de la Moyenne-Guinée

Ont signé :

Alpha Amadou Diallo, Alpha Ousmane Diallo, Alpha Mamadou Diaby Barry, Mamadou Kolon Baldé, Alhassane Baldé, Sarifou Baldé, Boubacar Biro Baldé, Saliou Sow, Hady Bah, Saïdou Diang, Saliou Baldé Diallo, Mamadou Barry, Rouguiatou Barry, Moumini Diallo, El Hadj Hady Baldé, Nassirou Diallo, Madame Diénaba Barry, Diallo Ibrahima, El Hadj Ousmane Baldé.

Les travailleurs guinéens employés à Sabena

Une vigilance permanente

Nous travailleurs guinéens employés par la SABENA à Conakry :

Après avoir suivi avec une profonde indignation les dépositions des agents patentés de la 5ème colonne impérialiste et notamment les révélations relatives aux services que la SABENA rend aux anti-guinéens à l'extérieur,

Après étude minutieuse de ces dépositions,

Considérant que l'impérialisme agressif ne peut rester inactif devant les succès éclatants que remporte dans tous les domaines la Révolution Démocratique Africaine,

Considérant la nécessité de clarifier nos rapports avec l'extérieur et de savoir qui est qui,

Considérant la place privilégiée accordée à la Compagnie Nationale Belge, la SABENA, par notre Parti-Etat, notamment la confiance qui lui a été faite lors des missions à l'extérieur, des plus hautes personnalités de notre Parti-ETAT,

Considérant la loyauté et la franchise qui ont toujours caractérisé nos rapports extérieurs en général et notre coopération avec la SABENA en particulier,

Condamnons énergiquement les agents de la 5ème colonne intérieure et leurs appuis extérieurs,

Exigeons que toute la lumière soit faite sur la participation de la SABENA à la séquence actuelle du complot permanent contre le Peuple révolutionnaire de Guinée, afin que des mesures conséquentes soient immédiatement engagées,

Décidons de redoubler de vigilance pour empêcher la contre-révolution d'agir sur notre front de combat que constitue notre poste de travail,

Prenons l'engagement de tout mettre en œuvre pour préserver SABENA-Conakry de toute action de subversion et de sabotage,,

Réaffirmons notre fidélité inconditionnelle à la ligne et aux principes sacrés de notre Parti-Etat, ainsi qu'à son Secrétaire général, le Responsable Suprême de la Révolution,

Le stratège Ahmèd Seku Ture

A bas la 5ème colonne

A bas le racisme

*Longue vie et santé de fer
au stratège Ahmèd Seku Ture*

*Prêts pour la Révolution !
Conakry, le 30 Août 1976*

Taïbou Diallo
Alpha Camara

Amadou Oury Bah
Chaïkou Sow

Déclaration des camarades

1. **ABDOUL GADIRI DIALLO**, Procureur de la République
Près la Cours d'Appel et le
Tribunal Criminel de
Conakry.

2. **MAMADOU BOBO DIALLO**, Substitut du Procureur de
la République près la
Cours d'Appel et le
Tribunal Criminel de
Conakry:

3. **ALPHA IBRAHIMA DIALLO**, Conseiller près le
Tribunal Supérieur de
Cassation.



Abdoul Gadiri Diallo
Procureur de la République

Au cours des meetings d'information tenus au Palais du Peuple, les 9 et 22 août 1976, sous l'égide du Comité Central, le Peuple de Guinée a écouté, ahuri, les avœux des mercenaires, vils agents de la cinquième colonne impérialiste qui, en fait d'arguments, ont cru devoir utiliser cette fois du racisme comme cheval de bataille pour réaliser leur dessein satanique de liquidation de notre régime démocratique, populaire et révolutionnaire.

Les graves révélations faites au cours des dépositions par les comploteurs eux-mêmes, identifient certains hauts cadres peulhs qui se sont signalés par le racisme et le tribalisme et qui prétendent être préoccupés de « la situation particulière du Fouta ».

Répondant à l'appel lancé par le Responsable Suprême de la Révolution à tous les cadres peulhs, honnêtes et sincères pour qu'ils se déterminent par rapport à la Révolution nous citoyens guinéens, magistrats originaires de la Moyenne-Guinée, proclamons solennellement que « la situation particulière du Fouta » dans une Guinée indépendante, unie et souveraine est une fabrication qui n'existe que dans l'esprit de ceux-là qui ont préféré vendre leur âme au diable.

Le Responsable Suprême de la Révolution a déjà expliqué et explicité de la manière la plus saisissante la réalité historique et sociologique du Fouta. Nous n'avons pas la moindre prétention de faire œuvre originale, cependant, étant donné notre détermination à contribuer du meilleur

de nous-mêmes au débat pour l'information et l'éducation politique des camarades peulhs du Fouta, nous prenons la permission de rappeler des faits de l'histoire, pour dégager certains aspects de la réalité sociale globale de cette région.

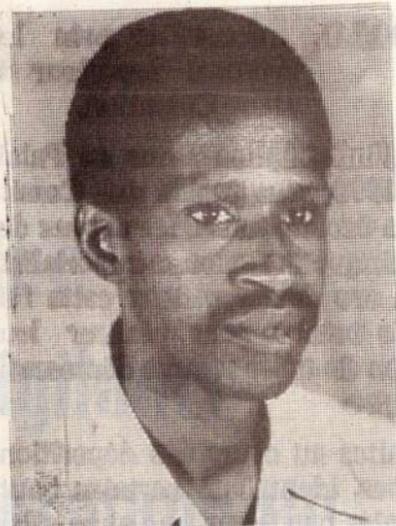
Camarades peulhs du Fouta !

Nous en avons encore les souvenirs limpides : au temps du colonialisme, « la situation particulière du Fouta » était caractérisée par une contradiction antagonique, née de la stratification sociale. Deux classes fondamentales : « la noblesse » et « le clergé » d'une part, les paysans, les artisans et les éleveurs d'autres part, créées, encouragées et entretenues par le colon-exploiteur aidé par la féodalité, baignaient dans une atmosphère d'exploitation, d'oppression, d'humiliation et d'aliénation. Dans ce contexte on ne peut plus inhumain, l'immense majorité de la population constituée par les sujets taillables et corvéables à merci, supportaient de plus en plus mal ce régime d'insécurité et d'exploitation forcenée.

En effet, nos souvenirs sont encore vivaces des fournitures obligatoires, des réquisitions pour les travaux forcés par le régime colonial, toutes choses alors fidèlement exécutées par les agents intermédiaires qu'étaient les chefs de cantons, de villages et leurs hommes de cour au profit exclusif de la « Métropole ». Souvenons-nous, peulhs du Fouta, des conscriptions au cours desquelles nos fils les plus valides étaient enrolés contre leur gré dans l'armée coloniale pour servir de chair à canon, pour le compte du colonialisme, en Europe lors des deux dernières guerres mondiales; en Indochine et ailleurs au titre des guerres coloniales et au nom d'une soi-disant liberté.

Peut-on dire pour autant que tous ces sacrifices et prestations de toutes sortes ont contribué tant soit peu à détendre l'atmosphère sociale au Fouta ? Non ! au contraire ! à mesure que durait le régime colonial qui prenait appui sur l'institution de la chefferie traditionnelle ; le pouvoir se consolidait et défiait toute velléité d'émancipation. L'histoire coloniale est là pour confirmer, s'il en était besoin, tous ces faits. Telle était « la situation particulière du Fouta ».

C'est le Parti Démocratique de Guinée, qui, dès sa création, a bravé le pouvoir colonial, dénoncé et condamné avec force et courage toutes ces pratiques avilissantes pour arracher le Fouta à l'emprise du colonialisme en restituant à nos populations leur dignité et leur liberté par la suppres-



Mamadou Bobo Diallo
Substitut du Procureur de la République.

sion définitive de la chefferie traditionnelle. Dès lors, devait naître une réalité nouvelle, humaine, démocratique et dynamique au Fouta pour le bonheur de ses populations.

Non ! camarades peulhs du Fouta !

N'acceptons pas que les nostalgiques d'un passé à jamais révolu déblatèrent contre notre régime démocratique, populaire et révolutionnaire et nous entraînent dans leur sillage !

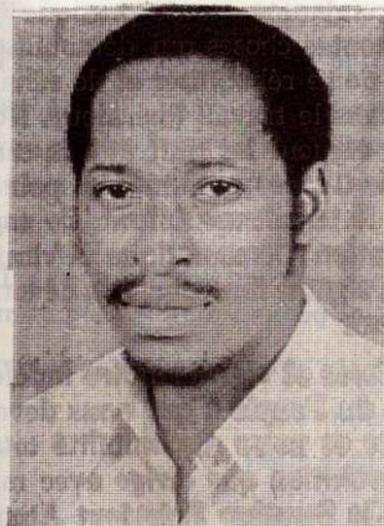
Nous n'avons pas le droit d'oublier qu'avant l'indépendance, qui est et demeure une conquête du Peuple sous la bannière du Parti Démocratique de Guinée, animé et orienté par le père de la Nation, le grand camarade stratège Ahmèd Seku Ture, les libertés individuelles, les biens jusque et y compris les personnes étaient la propriété des colons et de leurs agents intermédiaires, comme l'arbre à fruits est celle du jardinier.

Nous n'avons pas oublié ! Il était courant de voir des sujets du Fouta vendre leurs concessions pour pouvoir acquitter l'impôt. Et ceux qui étaient dans un état d'indigence totale s'expatriaient pour se soustraire aux brimades auxquelles ils s'exposaient, faute de n'avoir pu acquitter leur taxe. Des procès arbitraires étaient faits à tous ceux qui, ployant sous le poids de l'exploitation et de l'oppression s'élevaient contre l'ordre colonial. Ne pouvait rester en justice que celui qui avait de la fortune pour corrompre les autorités du haut au bas de la hiérarchie coloniale. Les indigents étaient alors réduits au silence et à la soumission.

Femmes peulhs du Foutah !

Rappelons-nous : ce n'est pas si vieux. La jeune fille peulh, avant l'âge nubile, était donnée en mariage à un homme qu'elle n'avait pas vu auparavant et sans son avis préalable. La femme était paria de naissance, servait de condition et malheureuse par devoir, parce que soumise à un mari dont la condition était à peu de chose près semblable à celle de l'esclave.

Aujourd'hui, l'essentiel est conquis et la femme peulh, alors mineure, n'est plus qu'un lointain souvenir. La loi du mariage donne à l'épouse, la libre disposition de ses biens propres et limite les droits du mari sur le patrimoine de la communauté. Ce gigantesque travail de législation et de codification en faveur de la femme de Guinée en général et de celle du Foutah en particulier, est aussi l'œuvre de la Révolution Démocratique Africaine de Guinée sous la direction éclairée du Responsable Suprême de la Révolution, le stratège Président Ahmèd Seku Ture.



Alpha Ibrahima Diallo
Conseiller près le Tribunal Supérieur de Cassation

Camarade Responsable Suprême de la Révolution !

Vous nous avez enseigné que le moteur de l'histoire est la lutte de classes. Et, comme vous l'avez si bien explicité au Palais du Peuple, le 2 août 1976, le venin du racisme, n'est utilisé par les racistes que comme moyen pour accéder au pouvoir et imposer un régime néo-colonisé qui repousserait souverainement les intérêts fondamentaux de notre Peuple.

C'est assez dire, camarade Responsable Suprême de la Révolution, que la lutte de classes pour la victoire de la classe-Peuple doit être intensifiée, amplifiée pour désarçonner tous les racistes, la bourgeoisie, les avocats embusqués de la propriété privée, synonyme d'exploitation et d'oppression.

Camarade Responsable Suprême de la Révolution !

Nous accusons les traîtres de violation flagrante de la morale révolutionnaire qui condamne toute pratique de racisme et de régionalisme, toutes choses qui démobilisent notre Peuple qui a fait vœu de se réhabiliter et de réhabiliter toute l'Afrique par et dans le travail libérateur. Nous condamnons avec fermeté et vigueur les traîtres à la cause du Peuple révolutionnaire de Guinée qui, en désespoir de cause tentent de ressusciter le tribalisme défunt, de saper les fondements de la Révolution Démocratique Africaine de Guinée, pour instaurer un régime fantoche, à la dévotion de l'impérialisme international.

Nous réaffirmons avec force et vigueur notre indéfectible attachement à la cause du Peuple à qui nous devons tout, à notre option socialiste et notre disponibilité totale et entière pour servir la Révolution que dirige avec maîtrise, courage et abnégation le Stratège Président Ahmèd Seku Ture.

Dores et déjà, nous nous tenons prêts à faire partie des premiers convois devant se rendre au Foutah pour y tenir des conférences d'information et d'éducation pour la liquidation définitive du racisme peulh.

A bas le racisme peulh !

Mort aux traîtres !

Vive la Révolution Démocratique Africaine !

Vive le socialisme !

Très longue vie et santé de fer au Président Ahmèd Seku Ture !

Prêts pour la Révolution !

Vème Conférence économique nationale

LA GESTION BUDGETAIRE EST UN ACTE DE PRODUCTION

*mise au point du Responsable Suprême
de la Révolution sur la conception et
l'établissement du budget*

Entre autres sujets, le Responsable Suprême de la Révolution, pendant la dernière conférence économique nationale, a traité de la conception et de l'établissement du budget.

Traduction chiffrée des objectifs et des démarches d'une politique donnée, le

budget doit être adapté à nos réalités sociales et même géographiques.

De la nécessité d'élaborer une nouvelle politique budgétaire qui soit révolutionnaire, le Président Ahmèd Seku Ture en parle avec une aisance consommée.

Camarades,

Pour compléter le rapport traitant du budget général, nous devons mettre l'accent sur quelques considérations générales portant sur la technique budgétaire en général, et les procédures y afférant en particulier.

Nous disons souvent que le budget est la traduction chiffrée des objectifs et des démarches d'une politique donnée. Ainsi, à la nature des objectifs et des démarches, correspond nécessairement la politique budgétaire. La politique budgétaire n'est donc pas une donnée indépendante de la politique générale d'un pays. Elle est étroitement liée à celle-ci dont elle est le reflet. Ainsi, pour mieux déterminer une politique budgétaire révolutionnaire, nous devons, d'abord, assimiler de façon correcte la nature et les qualités qui s'attachent à notre politique générale, sinon le concept de budget révolutionnaire ne serait pas bien compris.



D'aucuns pensent qu'il y a d'abord une réalité générale définissant la Révolution, mais que la gestion budgétaire serait une technique ; ils ne voient pas comment cette technique devrait aussi devenir révolutionnaire.

Cette acception relève du fait que la liaison organique entre le sujet et l'objet, c'est-à-dire entre le régime d'un côté et la gestion financière de ce régime de l'autre, n'est pas prise en compte dans leur analyse. Les constantes de tous les Etats, de tous les régimes, c'est l'exercice effectif du pouvoir et de l'ensemble de ses attributs par des classes données qui ont réussi à s'imposer aux autres. Ces classes se fixent, comme finalité, de faire correspondre à leurs options fondamentales, l'orientation et les démarches à donner à l'Etat. Il en découle la dictature qui caractérise toutes activités étatiques, dans la mesure où **chaque Etat vise essentiellement la réalisation des buts économique, social et culturel de classes données.**

La nature du régime est obligatoirement celle des classes dirigeantes. S'agit-il de classes exploiteuses ? Le régime, forcément, sera un régime d'exploitation de l'homme par l'homme. S'agit-il tout au contraire de classes laborieuses, progressistes ? Le régime sera, forcément, démocratique, progressiste.

La Révolution, quant à elle, dépasse la simple distinction entre l'exploitation et la non exploitation, en postulant une activité dynamique tendant, dans un laps de temps, le plus court possible, à la liquidation des séquelles du passé, à la correction des inégalités qui ont pu exister auparavant et qui ont résulté de la nature réactionnaire des régimes antérieurs. Ce dynamisme se constate dans tous les actes, il affecte toutes les orientations et débouche sur une finalité, à savoir, une société totalement purgée de tout ce qui peut, comme cause ou effet, signifier l'inégalité ou la soumission d'une partie de la société à l'autre partie ; ou en un mot, l'injustice ou la stagnation. L'on pourrait donc dire, de façon générale, **qu'un régime non révolutionnaire entend maintenir les rapports d'inégalité au sein de la société et les classes exploiteuses entendent maintenir la suprématie de leurs intérêts.** Elles ne travaillent que pour leur profit exclusif contre les autres classes dominées par elles. Leurs conceptions ne recouvrent jamais la totalité de la société, en tant que somme des intérêts légitimes, en tant que devenir fondé sur des mutations qualitatives visant la libération de chaque individu.

Les conceptions des régimes réactionnaires, c'est de maintenir ceux qui ont accaparé le pouvoir comme les éternels possédants.

LA REVOLUTION C'EST LA CONFIANCE EN L'AVENIR

La conception révolutionnaire n'est pas de maintenir la dualité, mais de la supprimer radicalement. Un régime révolutionnaire n'œuvre pas seulement pour ceux qui représentent aujourd'hui la Révolution, mais aussi pour ceux-là qui sont non-révolutionnaires ou même contre-révolutionnaires, car, la Révolution s'attache à les transformer progressivement, afin de conférer à la société, homogénéité dans la liberté, dans la responsabilité et dans la garantie de l'avenir, face à l'histoire. La Révolution est donc la confiance en l'avenir, la confiance placée dans le Peuple, la confiance placée en elle-même quant à la capacité de maîtriser l'histoire et tous les phénomènes, et d'assurer au Peuple les moyens d'action permettant la satisfaction de tous ses besoins matériels et immatériels.

Sortant d'un régime colonial, avec ce qui a pu caractériser la gestion budgétaire alors en cours dans notre pays, nous devons savoir que la méfiance en était le con-

tenu essentiel sinon l'expression du système. Le budget est conçu de telle manière, avec tellement de détails, que tout est figé. Examinez le budget général guinéen. Vous constaterez qu'il comporte plus de 80 chapitres. Pour chaque Département, il faut étudier l'indemnité du ministre, les frais du secrétariat; les fais d'eau, d'électricité, de téléphone, d'essence. Pour le salaire du personnel, il faut connaître l'indice de chaque travailleur et calculer ce salaire et indemnités etc, etc. La conception du budget est dominée par l'esprit de méfiance qui va du particulier pour définir le général. Or le particulier n'est perçu que dans une optique statique que l'on veut toujours figer pour que le général qui en sera l'expression chiffrée, ne puisse pas être modifié au cours de l'année.

Le budget de conception réactionnaire empêche le travailleur d'user de sa créativité, c'est-à-dire de ses initiatives créatrices. Il bannit l'innovation ; chacun est là et agit mécaniquement comme un robot. Lorsque le budget est ainsi confectionné, il faudra l'exécuter tel qu'il est. L'homme intelligent, actif, est enfermé dans un carcan et ne peut se mouvoir, car, toute modification est considérée comme une violation du budget ; si bien que, dans cette salle, ceux qui sont les plus honnêtes parmi nous, ne peuvent pas dire qu'ils n'ont encore jamais violé une règle budgétaire, tellement la réglementation est compliquée. C'est le contexte budgétaire découlant de la nature du régime qui avait défini cette politique budgétaire qui nous enferme dans un cadre figé, non révolutionnaire, et qui fait de chacun de nous un simple robot.

C'est pourquoi, une réelle analyse de la réalité budgétaire débouche inévitablement sur le caractère inadapté de l'outil à son objet. Or, la Révolution ne peut réaliser ses objectifs de grandeur populaire, de prospérité populaire dans un cadre de liberté vraie et de responsabilité vraie, que dans la mesure où, entre chaque objet de travail et le travail lui-même, il existe une parfaite correspondance. Nous nous expliquons :

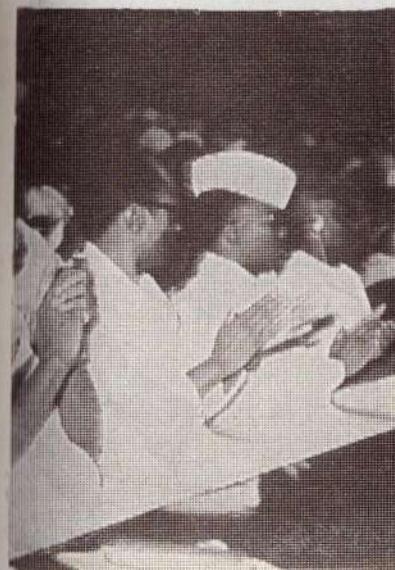
Ce qui prime dans la conception révolutionnaire, c'est la finalité que l'on définit d'abord. Cette finalité est dynamique. Elle n'est pas seulement la traduction des réalités du passé et celles du présent, elle est la traduction des capacités infinies du Peuple mis constamment en mouvement pour la création de ce qui manque, la liquidation

de ce qui amoindrit le pouvoir du Peuple et l'image nouvelle qui en résulte, constitue la finalité assignée à l'action révolutionnaire du Peuple. **Dès que l'on commence à chiffrer l'avenir, on a déjà fait acte de confiance à cet avenir.** Personne ne peut maîtriser l'histoire, s'il ne lui fait pas confiance.

LA GESTION BUDGETAIRE C'EST LE REFLET DES ACTIVITES DU PEUPLE

La Révolution, c'est la confiance, la totale confiance placée dans le Peuple, placée dans l'homme qui est perfectible à l'infini. Il faut se référer à la totale confiance placée dans les capacités du Peuple, dans les capacités de l'homme. Même l'homme le plus incapable, doit être considéré comme pouvant atteindre à toutes les dimensions élevées de la science, de la compétence, si l'on arrive intelligemment, objectivement et subjectivement à le placer dans les conditions requises. C'est donc un postulat qui se veut de valeur historique dans la mesure où sa parfaite réalisation est fonction du temps fixé à l'action pour atteindre l'objectif considéré. **Nous devons donc reconnaître, pour mieux traduire la nature nouvelle de notre Guinée nouvelle, qu'il est absolument nécessaire d'accéder à la conception révolutionnaire de la gestion budgétaire ; cette démarche bouleverse d'abord la séquence budgétaire dans le temps.**

La commission de travail constituée l'a bien indiqué. Nous ne pouvons plus arrêter la gestion budgétaire chaque année puisque nous avons un plan de développement. L'objectif visé par l'action de notre Peuple est déjà chiffré à travers ce plan. Il faut que la gestion de la séquence budgétaire corresponde parfaitement à la séquence donnée à l'action du Peuple dans le cadre de son plan de développement. C'est donc un budget quinquennal qu'il nous faut face à un plan quinquennal. De même qu'à un plan triennal, doit correspondre un budget triennal. L'objectif à réaliser est la finalité de l'action pour un temps donné. **La gestion budgétaire devient le reflet des activités du Peuple au cours d'un temps donné.** Ainsi, la correspondance est assurée entre l'objet et le sujet. Ensuite, la nature même de la conception ainsi modifiée doit se traduire également en dynamisme renouvelé. Dans les conditions actuelles, toute décision financière arrêtée est considérée saine, même quand le lendemain on se rend compte

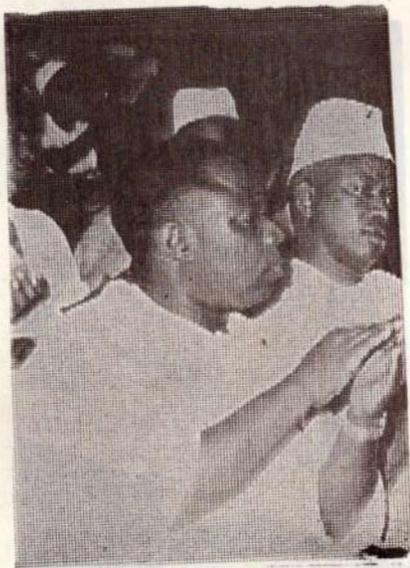


qu'il y avait une profonde erreur dans l'élaboration du budget. Ceux qui sont chargés de son exécution ne peuvent plus transgresser les ordres donnés à travers le budget arrêté.

Il faut donc, à partir de maintenant, faire confiance. Nous avons toujours indiqué, notamment depuis le 9^e Congrès, combien nos structures, nos principes, et nos méthodes paraissent adaptés. **Mais combien d'hommes sont en retard sur les qualités conférées à nos structures et à nos principes et méthodes**, ceux-là chargés de les traduire concrètement? Nous l'avons dit et répété : **nos insuffisances se situent au niveau des hommes**; c'est une vérité. Mais la Révolution dit que quand vous savez que l'homme est insuffisant, il faut encore lui faire confiance. Quand vous savez que l'homme est voleur, faites-lui encore confiance. Quand vous savez que l'homme est incapable, faites-lui encore confiance parce que la Révolution vous a permis de déceler l'homme-animal. Il vous appartient alors de peser positivement sur cet homme, d'agir sur lui de manière à supprimer ses défauts et à accroître ses qualités et capacités.

La confiance en la Révolution vous amène à voir déjà l'image qualitativement transformée de cet homme-voleur, de cet homme-infidèle, de cet homme-incapable. Aussi, ce serait une profonde erreur, parce que dans la société il y a des voleurs, des menteurs, des contre-révolutionnaires et des non-révolutionnaires, d'avoir la conception que tout le monde est contre-révolutionnaire, non révolutionnaire, menteur et voleur! Cela relèverait en effet de la pure métaphysique, parce que quelqu'un a volé, de déduire que tous les hommes sont des voleurs; parce qu'un directeur a menti, de déduire que tous les directeurs sont des menteurs. Avec une telle conception, on fige la société dans ses réalités actuelles. On ne lui a plus donné le dynamisme de correction des inégalités établies arbitrairement en son sein.

Nous affirmons donc que nous devons faire confiance, d'abord au Peuple, ensuite à nous-mêmes; que les textes qui régissent la société doivent fondamentalement exprimer cette confiance. L'exercice d'attributions ou de fonctions doit être entouré de totale confiance, pour garantir à la société la fidélité et la capacité de la plupart de ses enfants. Quelques éléments égarés, égoïstes, aussi, profite-



ront de la confiance ainsi accordée pour servir leurs intérêts. Mais ils seront toujours une minorité par rapport à l'immense majorité constituée d'honnêtes personnes. Donc **la confiance totale, comme le veut également la Révolution, toujours assortie d'un contrôle systématique permanent.** Il faut faire confiance totale et asseoir un système de contrôle régulier, pour que, dès aujourd'hui, au moment même où la faute se commet, l'on puisse la déceler afin de la corriger aussitôt. La faute est toujours commise par les devoirs. La confiance l'a voulu ainsi. Pour servir un intérêt mesquin au détriment de l'intérêt général, tel homme sera tenu totalement responsable de la faute commise par lui. Il doit en recevoir la sanction correspondante. S'il s'agit d'une erreur d'appréciation ou d'une incapacité professionnelle, dès que la faute est décelée, l'on a instruit celui qui l'a commise; il ne la commettra plus. La société s'en est trouvée qualifiée parce qu'en cet homme qui fait partie d'elle, résidait un défaut qui est maintenant dépassé. **Toute mutation au niveau d'un individu équivaut à une augmentation de la somme de qualités de la société elle-même.** Il faut donc, maintenant, partir du général, puisque le plan est parti du particulier au général.

Toutes nos collectivités ont été étudiées dans leur situation présente, dans les possibilités de valorisation de certaines potentialités. C'est ainsi qu'un plan en a résulté. L'ensemble des plans des P.R.L., ajoutés aux projets collectifs au niveau de l'Arrondissement ou de la Région, ont servi à l'élaboration du plan régional; puis l'ensemble des plans régionaux ont également servi à l'élaboration du plan national.

Ainsi, l'on est parti du particulier vers le général. Dans la gestion actuelle, il faut partir du général qui devient obligatoirement le reflet des objectifs généraux assignés à l'action. Ensuite, cette vue générale est divisée, subdivisée pour coller harmonieusement aux réalités particulières; ce qui fait l'inverse des démarches actuelles utilisées dans l'élaboration de notre budget. Il faut faire confiance et, en même temps, adapter la structure ou la nomenclature budgétaire aux réalités issues de l'action révolutionnaire menée jusqu'ici.

NOUS DEVONS FAIRE UN EFFORT POUR SIMPLIFIER LA NOMENCLATURE DU BUDGET

C'est pourquoi, l'on ne peut plus rester à Conakry en tant que Directeur général du budget et prétendre pouvoir

assumer un contrôle régulier dans chaque Région ou dans chaque PRL. Sur le plan administratif, nous avons créé des structures nouvelles issues de nos débats afin que les impératifs de la Révolution puissent correspondre à des moyens d'action efficaces. Ainsi, la structure budgétaire doit-elle enregistrer les acquis de notre Peuple et représenter l'exigence de ces différents échelons. Cette règle a été d'ailleurs respectée dans le rapport de la Commission, parce que désormais, l'échelon Ministère du Développement Rural va agir efficacement. Les Trésoreries principales, les contrôleurs financiers vont agir directement sur les Régions et au niveau des Régions jusqu'au Pouvoir Révolutionnaire Local. La commission a bien perçu les nécessités de contrôle sur l'ensemble des actes relatifs aux recettes et aux dépenses concernant la gestion budgétaire. **Mais nous devons faire un autre effort complémentaire, c'est la simplification de la nomenclature du budget.**

Nous posons ce problème qui concerne cette commission. Nous n'avions pas voulu, le 2 avril, aborder ce problème. La 5^e conférence aura des tâches précises ; quand elles seront résolues, nous aurons d'autres tâches pour la 6^e conférence, débouchant directement sur la comptabilité économique nationale qui, elle aussi, a ses propres impératifs. Mais faut-il que les perspectives soient parfaitement connues ? Il est donc nécessaire d'aborder ce problème afin que chacun puisse réfléchir aux implications éventuelles, afin qu'au cours de la prochaine conférence, nous ayons à les analyser collectivement en vue de trouver des solutions encore plus dynamiques pouvant avoir, pour effet, d'asseoir, sur des bases absolument rationnelles, toute l'économie nationale et les retombées de celle-ci, à savoir, le budget et ses règles de gestion et de contrôle.

Nous formulons une observation pour tous les membres de la conférence : **il ne faut pas considérer l'acte de production comme simplement lié à l'utilisation d'outils de travail en vue de la production des moyens matériels ou immatériels quantifiables.**

Aux yeux des camarades, chaque fois qu'on parle de la production, pour la plupart, on voit d'abord les éléments matériels. Quant aux éléments immatériels, ils ne les voient pas. Le professeur qui fait son cours n'est pas considéré comme un producteur. Pour ces camarades là, le cultivateur

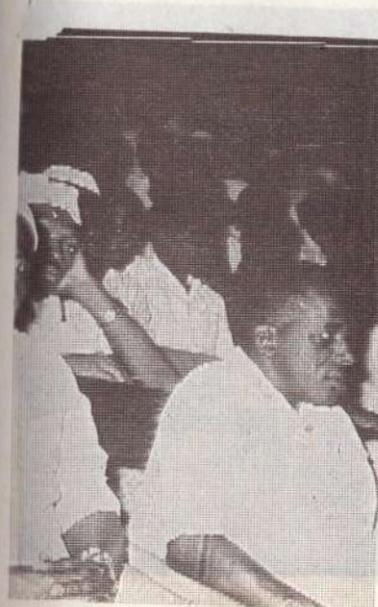
c'est un producteur ; ENTA qui produit des cigarettes est une Unité de production etc... etc... Mais, le comptable ne produit pas, dit-on ; le directeur ne produit pas, il dirige. Une telle conception est erronée.

Toute activité intellectuelle et physique de l'homme, tendue vers la réalisation du devenir de la société, devient une activité productive. Cette production peut être quantifiable, appréciable, parce qu'elle se présente objectivement, comme elle peut être non quantifiable, non objective, car elle transforme intellectuellement, politiquement, idéologiquement, moralement les hommes, provoquent ainsi les mêmes mutations qualitatives que l'accroissement des biens matériels mis à la disposition de la société.

LA GESTION BUDGETAIRE EST UN ACTE DE PRODUCTION

En effet, le déséquilibre que la production doit corriger ou renforcer, l'équilibre que la production doit créer, ne doivent pas être considérés seulement sous l'aspect objectif. Ce n'est pas seulement le déséquilibre économique et financier. Un Peuple peut avoir produit plus qu'il ne faut pour sa propre consommation et n'être pas moins déséquilibré sur le plan intellectuel. **L'équilibre c'est à la fois objectif et subjectif. Il est physique, matériel ou immatériel.** C'est pourquoi, l'on doit accéder à la notion que **la gestion budgétaire est aussi une production.** Comment aboutit-on à cette constatation ?

Une coopérative a produit telle quantité de biens matériels destinés à la vente. Par suite d'une mauvaise tenue de sa comptabilité, les produits de la coopérative sont minorés ; c'est tout comme si les quantités réellement produites avaient été diminuées au moment-même de la production. La mauvaise gestion budgétaire de la coopérative aboutit à l'absence d'accumulation et parfois même, à des pertes. Ces pertes n'ont été enregistrées que dans l'acte de gestion. Or, il n'y a développement que lorsque les moyens accumulés sont utilisés. Il n'y a développement que lorsque les moyens obtenus s'accroissent constamment. C'est la gestion rationnelle qui permet cet accroissement. C'est la gestion correctement menée qui indique, à l'homme, à travers les chiffres, la nécessité de redressement, la nécessité d'actions nouvelles. Elle indique aussi les nécessités de dépenses, en vue, non seulement d'un équilibre, mais d'un dépassement des possi-



bilités sur le niveau de la consommation. **La gestion devient facteur de production quand elle se réclame de la conception révolutionnaire** qui veut que le Peuple, à tout instant, fasse un pas en avant vers les objectifs qu'il a librement choisis. Nous avons déjà vu la démonstration objective de cette vérité selon laquelle la gestion est bien un facteur de production. Voyez seulement la courbe ascendante des produits d'exploitation de nos Entreprises. Dès qu'un contrôle rigoureux a été instauré, des principes dynamiques ordonnés et appliqués, nous avons constaté, pour chaque Société, que le volume des bénéfices augmentait immédiatement. Cet accroissement de bénéfices résulte de la bonne gestion. Donc la gestion complète implique aussi nécessairement la création des biens matériels et immatériels pour satisfaire les besoins matériels et immatériels de la société. **Il ne faut jamais séparer la gestion des biens de la production de ces mêmes biens**, car après la production des biens, qui correspond à une phase dynamique, il existe une autre phase dynamique : c'est la gestion correcte des biens.

Nous disons que dans un pays, dans une famille, au niveau d'un individu producteur, la production matérielle peut augmenter chaque année sans aboutir à des accumulations de biens au niveau de ce Peuple, au niveau de cette famille, au niveau de cet individu. Il n'y aura pas développement sinon celui de la consommation directement liée au volume de la production. C'est à la stagnation qu'on aboutit.

L'UNICITE CONCEPTUELLE DOIT GUIDER LE BUDGET GENERAL

C'est la gestion seule qui aboutit à la reproduction élargie du capital, et c'est pourquoi, la gestion budgétaire doit nécessairement incorporer la nature de la Révolution. Confiance en l'avenir, puisque la confiance est au Peuple, elle est en l'homme, elle est aux capacités humaines qui sont infinies ; elle réside dans le perfectionnement continu de l'homme. La gestion qui traduit cette confiance, fait appel aux capacités créatrices des uns et des autres. Une telle intervention quotidienne, visant à améliorer la situation actuelle et à aboutir aux qualifications souhaitées par



le Peuple, correspond à des mutations. Le négatif devient positif, et ce qui existe est renforcé dans sa grandeur. Mais pour cela, nous l'avons dit tout à l'heure, il faut partir du général vers le particulier. Pour cela aussi, il faut s'adapter à toutes les structures issues de la lutte révolutionnaire de notre Peuple. Le budget général, comme vous l'avez bien dit, doit obéir à l'unicité conceptionnelle.

Les deux volets du budget consistent :

1^o) — à **utiliser rationnellement ce qui existe**, c'est la première démarche qui conduit au progrès, c'est-à-dire, assurer le fonctionnement correct des moyens humains et matériels dont dispose notre ETAT. Autrement dit, c'est la partie qui permet à l'Etat de vivre normalement.

2^o) — **La 2^e partie porte sur l'effort de cet Etat pour assurer :**

a) — d'une part **le développement des capacités de production** déjà existantes par une saine gestion ;

b) — d'autre part pour **gagner les actions nouvelles**, les investissements nouveaux devant permettre la réalisation d'objectifs nouveaux dont l'effet souhaité est de consolider davantage les bases matérielles de la Révolution. Donc, dans la conception de la politique budgétaire nationale, l'on ne peut séparer le budget de fonctionnement de tous les organes du Parti-Etat et le budget de développement traduisant l'action nouvelle qui vise des objectifs nouveaux.

Ainsi, nous n'aurons qu'un seul budget. Toutes les recettes, même si au préalable elles sont définies comme devant être exclusivement utilisées pour des investissements nouveaux, devront d'abord être centralisées au budget général bien que certaines recettes soient affectées d'avance. Ainsi, nous avons d'abord une idée globale des possibilités financières de la Nation, sans nous préoccuper de leur affectation. Ensuite, le coût des services en charges sociales et en charges matérielles est défini, en tenant compte de tous les impératifs à satisfaire permettant à l'Etat de mener une existence normale orientée constamment dans le sens du développement. **Le fonctionnement est ainsi le premier volet du budget général et est subdivisé en deux parties :**

1) — **Les charges sociales et les charges matérielles.** Du montant global des recettes prévues, est déduit le coût du fonctionnement (budget fonctionnement) qui doit être le minimum possible ; le solde est consacré aux actions de développement d'abord en consolidant les acquis, ensuite

en procédant à de nouveaux investissements. Ce solde dont la proportion, en pourcentage, doit augmenter chaque année, traduisant ainsi, par les chiffres, la volonté de développement de la Révolution, comprend d'abord les recettes préaffectées au Plan (recettes intérieures ou recettes d'origine extérieure découlant des accords de coopération), ensuite le reliquat de toutes les recettes procurées par l'effort national et qui ne sont pas affectées au fonctionnement courant des services.

A la limite, l'analyse du concept révolutionnaire conduit à inverser le problème en disant que les seules recettes affectées, sont celles qui sont indispensables pour couvrir les dépenses du fonctionnement courant du Parti-Etat tendu vers le développement. **Tout le solde doit être considéré comme revenant au budget du Plan pour le développement.** C'est ainsi que le Plan fera face aux remboursements de prêts consentis par ceux qui interviennent, assurera le financement de consolidation de ce qui existe et supportera le coût des nouvelles actions. Ainsi, les recettes de toutes origines revenant au budget général unique, seront comptabilisées, ainsi que celles des tranches annuelles et le Pouvoir Central en affectera un pourcentage aux dépenses de fonctionnement, selon les exigences du montant et en fonction de son option politique fondamentale, que traduit éloquemment le rapport entre ces 2 volets.

Avec un tel budget qui ne comporte pas plus de 10 chapitres, nous avons simplifié la vision microscopique du budget national. Puisque les domaines existent, **les chapitres correspondront aux différents domaines constituant l'Etat.** Certains domaines conserveront leur autonomie pour bénéficier d'un chapitre spécial de ce budget général. En tout cas, une vingtaine ou une trentaine de recettes suffirait pour déterminer la nomenclature, en recettes et en dépenses, d'un tel budget général.

L'ADOPTION DE L'ACTION A LA REALITE SOCIO-GEOGRAPHIQUE EST UNE NECESSITE

Maintenant, nous avons le dépouillement budgétaire de la tranche du Plan, qui est préparée par des techniciens, ne tenant compte, d'une part des exigences des créances échues, remboursement du montant dû par la Guinée à qui de droit pour avoir financé une partie de nos objectifs de développement et, d'autre part des exigences des créations jusqu'à l'achèvement des travaux des nouvelles actions relevant du Plan quinquennal, lequel est divisé en 5 conséquen-



ces étudiées techniquement et financièrement, la tranche annuelle du budget correspondant à une séquence du Plan. Alors nous aurons 2 obligations :

Les obligations échues et les obligations à venir, en gestation.

Tout le dépouillement, maintenant, se fait dans le budget du Plan qui est également soumis au Conseil des ministres et à l'Assemblée législative. L'Assemblée statue sur le budget général en 20 chapitres. Par exemple, pour le chapitre Domaine des Echanges, un dépouillement est joint, ainsi de suite...

D'abord un premier coup d'œil indique la réalité, en grandeurs différentes, des exigences de recettes et de dépenses. Nous avons le dépouillement joint par domaine. Chaque année, nous nous rendons compte des véritables fluctuations qui interviennent ; celles-ci peuvent correspondre à des mutations objectives, susceptibles de vérification ou bien elles peuvent indiquer des tendances dans la mesure où elles sont négatives. Alors, la correction peut intervenir à temps à la suite d'une analyse appropriée. **Ainsi, nous aurons adapté les démarches aux réalités.**

Nous allons vous donner un exemple. Désignons le camarade AMADOU DIALLO présent parmi nous pour se rendre immédiatement dans n'importe quel Service public, Entreprise, Société, et y assurer, aujourd'hui, la paye des travailleurs de cette unité. Il reviendra, après la paye, avec des fonds non justifiés. Chaque fois qu'il nous est arrivé de téléphoner au Directeur général de la DAEF en lui demandant, de préparer dans les deux jours, la permutation entre les billeteurs de Conakry, de relever certains qui seront remplacés par les collaborateurs financiers des différents services afin d'assurer la paye », eh bien ! il y a eu parfois 500 000, 800 000, 1 million de Syllis de différence constatée. Tous les jours, une partie du patrimoine national se perd ainsi à la suite de mauvaise gestion, parce que le contrôle est censé ne relever que des organes centraux. Le contrôle auquel nous avons procédé, à Conakry, ne pouvait pas être effectué par nous à Kankan, à Labé. **C'est pourquoi l'adaptation de l'action à la réalité sociale, à la réalité géographique, est une nécessité.** Pour notre part, nous nous en tenons à la globalité. Les domaines assurent un contrôle effectif sur les différents secteurs ; les secteurs assurent un véritable contrôle de gestion budgétaire sur toutes les sec-

n adaptée aux réalités actuelles, aux hiérarchie actuelle, s'applique mieux on si géniale soit-elle. Celle-ci ne os réalités ; elle resterait théorique- applicable, donc l'effet recherché ne

s problèmes pour que chacun leur reflexion et ainsi, l'année prochaine, donné pourra être fait dans l'intérêt

QUE DES IMPOTS ADAPTEE A STRUCTURES

qui concerne les impôts, faire une ctures. Actuellement les Contribu- nt faire un travail correspondant à Vous le savez bien. Chaque fois ntreprise, les contestations surgis- ons diverses et des gestionnaires de ous sommes posé une question, il y t-il pas possible d'évaluer globale- s impôts ? On a répondu non. Nous ttons qu'il y ait des prélèvements ces sur les impôts pour les 3 pre- ocède au contrôle objectif à partir our connaître vraiment le montant ments avant la fin de l'exercice ou bilan. **Devant notre insistance**, on a ble. Mais celui qui disait « oui », « c'est presque impossible ». Nous fait l'objet de réflexion.

ment, ce sont quelques centaines ées par les Contributions diverses zaines de milliers d'unités. Il faut olution qui, tous les jours s'élargit, avance. C'est comme un V dont la e Peuple et les branches allant en Ainsi, les contributions diverses, onnaîtront de nouvelles difficultés es centaines, on aura 10, 20, 50, 100 e ira en se compliquant avec l'ac- sements dans l'infrastructure et bureaux, tables) et dans la forma- on ! Nous sommes tous travailleurs



et le Peuple n'aura qu'à gagner tant que ceux qui ont la charge de la gestion ne sont pas plus nombreux que ceux qui sont attelés à la production.

Prenons l'exemple du seul secteur du commerce ; aujourd'hui chaque Entreprise Régionale de Commerce, chaque unité commerciale est identifiée comme devant payer plusieurs contributions au titre de l'impôt. Ainsi, chaque unité est taxée sur la base de son chiffre d'affaires, sur la base de ses résultats d'exploitation, sur les effectifs du personnel qu'elle emploie etc... Mais posons-nous la question, nous qui sommes là, qui pouvons avoir l'image réelle des réalités commerciales guinéennes : si demain, nous accordons à Importex la contre-valeur, en devises, de 20 milliards de Sylis de plus que l'année dernière, oui ou non cette société aurait un chiffre d'affaires plus élevé que le précédent ? Nous répondons par l'affirmative. Or, nous savons que toutes les importations faites au compte d'Importex sont effectivement destinées au Commerce intérieur. Les achats d'Importex, nous les connaissons. Les achats au niveau des Sociétés sectorielles, additionnés, aboutissent à une somme supérieure aux achats d'Importex. Cette différence s'explique par la marge bénéficiaire qui s'ajoute au volume des achats effectués par les sociétés sectorielles : les Sociétés achèteront par exemple à 110 sylis par Unité, alors qu'au niveau d'Importex, on retrouvera le même article à 90 ou 100 sylis. Nous avons une idée générale des achats des sociétés sectorielles. Essayons de les contrôler par rapport aux achats déclarés par leurs succursales, nous aboutirons, au niveau des succursales, à un chiffre plus élevé que le montant total des achats déclarés par les trois sociétés sectorielles. Comment expliquer l'existence de telles différences ? Parce que le prix de cession des Sociétés nationales aux ERC comporte leur marge bénéficiaire ; les frais de transport sont également incorporés dans ce prix de cession des marchandises aux E.R.C.

Pour un article donné, le prix d'achat payé par l'E.R.C. est supérieur au prix auquel il avait été payé par la Société nationale.

APPLIQUER LES IMPOTS AUX SEULES SOCIETES NATIONALES

Maintenant, nous allons nous poser une question qui est valable pour l'année prochaine : étant donné que les sociétés nationales sont toutes localisées à Conakry, nous connaissons les postes que nous frappons d'impôts dans toutes les

tions. Une telle décision adaptée aux réalités actuelles, aux structures actuelle, à la hiérarchie actuelle, s'applique mieux que toute autre décision si géniale soit-elle. Celle-ci ne serait pas adaptée à nos réalités ; elle resterait théoriquement juste, mais inapplicable, donc l'effet recherché ne sera jamais atteint.

Nous évoquons ces problèmes pour que chacun leur accorde un temps de réflexion et ainsi, l'année prochaine, le saut qualitatif ambitionné pourra être fait dans l'intérêt de notre Peuple.

POUR UNE POLITIQUE DES IMPOTS ADAPTEE A NOS STRUCTURES

Il faut aussi, en ce qui concerne les impôts, faire une étude adaptée à nos structures. Actuellement les Contributions diverses ne peuvent faire un travail correspondant à toutes leurs possibilités. Vous le savez bien. Chaque fois qu'on vient dans une Entreprise, les contestations surgissent entre les Contributions diverses et des gestionnaires de cette Entreprise. Nous nous sommes posé une question, il y a quelques jours : N'est-il pas possible d'évaluer globalement le montant réel des impôts ? On a répondu non. Nous avons poursuivi : admettons qu'il y ait des prélèvements considérés comme avances sur les impôts pour les 3 premiers trimestres ; on procède au contrôle objectif à partir de ce 3ème trimestre pour connaître vraiment le montant réel. On fait les redressements avant la fin de l'exercice ou avant l'établissement du bilan. **Devant notre insistance**, on a répondu que c'était possible. Mais celui qui disait « oui », disait en même temps : « c'est presque impossible ». Nous avons compris et cela a fait l'objet de réflexion.

Aujourd'hui, évidemment, ce sont quelques centaines d'unités qui sont intéressées par les Contributions diverses. demain, ce seront des dizaines de milliers d'unités. Il faut voir la route de la Révolution qui, tous les jours s'élargit, au fur et à mesure qu'on avance. C'est comme un V dont la pointe est dirigée vers le Peuple et les branches allant en s'écartant vers l'infini. Ainsi, les contributions diverses, dans 5 ans, 10 ans, connaîtront de nouvelles difficultés lorsqu'au lieu de quelques centaines, on aura 10, 20, 50, 100 mille unités. Le système ira en se compliquant avec l'accroissement des investissements dans l'infrastructure et l'équipement (armoires, bureaux, tables) et dans la formation ? Nous répondons non ! Nous sommes tous travailleurs



et le Peuple n'aura qu'à gagner tant que ceux qui ont la charge de la gestion ne sont pas plus nombreux que ceux qui sont attelés à la production.

Prenons l'exemple du seul secteur du commerce ; aujourd'hui chaque Entreprise Régionale de Commerce, chaque unité commerciale est identifiée comme devant payer plusieurs contributions au titre de l'impôt. Ainsi, chaque unité est taxée sur la base de son chiffre d'affaires, sur la base de ses résultats d'exploitation, sur les effectifs du personnel qu'elle emploie etc... Mais posons-nous la question, nous qui sommes là, qui pouvons avoir l'image réelle des réalités commerciales guinéennes : si demain, nous accordons à Importex la contre-valeur, en devises, de 20 milliards de Syllis de plus que l'année dernière, oui ou non cette société aurait un chiffre d'affaires plus élevé que le précédent ? Nous répondons par l'affirmative. Or, nous savons que toutes les importations faites au compte d'Importex sont effectivement destinées au Commerce intérieur. Les achats d'Importex, nous les connaissons. Les achats au niveau des Sociétés sectorielles, additionnés, aboutissent à une somme supérieure aux achats d'Importex. Cette différence s'explique par la marge bénéficiaire qui s'ajoute au volume des achats effectués par les sociétés sectorielles : les Sociétés achèteront par exemple à 110 syllis par Unité, alors qu'au niveau d'Importex, on retrouvera le même article à 90 ou 100 syllis. Nous avons une idée générale des achats des sociétés sectorielles. Essayons de les contrôler par rapport aux achats déclarés par leurs succursales, nous aboutirons, au niveau des succursales, à un chiffre plus élevé que le montant total des achats déclarés par les trois sociétés sectorielles. Comment expliquer l'existence de telles différences ? Parce que le prix de cession des Sociétés nationales aux ERC comporte leur marge bénéficiaire ; les frais de transport sont également incorporés dans ce prix de cession des marchandises aux E.R.C.

Pour un article donné, le prix d'achat payé par l'E.R.C. est supérieur au prix auquel il avait été payé par la Société nationale.

APPLIQUER LES IMPOTS AUX SEULES SOCIETES NATIONALES

Maintenant, nous allons nous poser une question qui est valable pour l'année prochaine : étant donné que les sociétés nationales sont toutes localisées à Conakry, nous connaissons les postes que nous frappons d'impôts dans toutes les

unités industrielles, commerciales ou de services ; les mêmes postes existent dans la comptabilité des Sociétés nationales. Les unités de base sont considérées comme les seules succursales des Sociétés sectorielles. Comparons les données qu'on obtiendrait à ce qui a été perçu auprès de toutes les unités de base, l'année dernière, comme volume d'impôt et par nature. Comparons encore ces résultats aux mêmes postes cumulés au niveau des Sociétés sectorielles. Malgré les différences entre les chiffres d'affaires, corrigeons nos rapports pour les relever un peu afin de maintenir le même niveau d'impôt. **Ne peut-on pas appliquer une nouvelle méthode d'imposition ? Nous pensons que cela est possible.** Ainsi, on aura fini avec l'ancienne méthode qui nous a coûté trop cher en cerveau, en matériel, en déplacements, en contestations. **Désormais, nous n'aurons à appliquer d'impôts qu'aux seules Sociétés nationales.** Les impôts payés à ce niveau, les transports effectués, la marge bénéficiaire appliquée entreront en ligne de compte dans la détermination du prix de revient de la marchandise qui sera cédée à l'ERC sans subir d'autres taxations, Nous aurons ainsi simplifié notre opération dans ce domaine. Nous allons plus loin, en disant **qu'il faut adapter la structure budgétaire à la structure du Parti-Etat. C'est une nécessité. Le Parti doit se traduire dans la gestion des biens publics.**

Nous avons l'échelon PRL, nous avons l'échelon Arrondissement, l'échelon Région, l'échelon Nation, les MDR n'étant que des relais nationaux. Le ministre qui contrôle un certain nombre de Régions est membre du gouvernement, il participe à la définition de la politique nationale et il est comptable devant le Peuple, en même temps que les autres ministres. Il n'est à Labé, à Kankan que comme relai du gouvernement. **La gestion budgétaire connaîtra donc l'échelon national assumé par le MDR, l'échelon régional, l'échelon PRL.**

Provisoirement, nous avons supprimé l'échelon Arrondissement dans la gestion. Mais la plupart des impôts directs tombent dans le budget général. Cette pratique est-elle juste ? Nous répondons non ! Pourquoi les bénéfices réalisés à Siguiri, à Dalaba, à Mali, à Macenta ou à Boké, seraient frappés d'impôts au bénéfice du seul budget général sans aucune contre-partie pour les Régions de Labé, Mali, Tougué, Dalaba, Boké, Macenta ou Forécariah par exemple. Telle est la réalité. Nous sommes à N'Zérékoré dont les po-

pulations sont plus laborieuses que ne le sont les populations de telle autre région ; En effet, elles ont pu produire d'importantes quantités de palmistes, de cafés, de riz, etc.... à tel point que le volume de la commercialisation, à N'Zérékoré, qui résulte de cet effort exceptionnel de ses populations, est élevé par rapport aux volumes de la commercialisation des produits d'autres régions. **Quelle est la nature du commerce ? C'est d'acheter à un prix donné, revendre à un prix plus élevé ;** la différence devant non seulement couvrir nécessairement les charges fonctionnelles de l'appareil commercial, mais aussi permettre l'amortissement du capital engagé et même de dégager une autre plus-value. **Donc le commerce, c'est l'exploitation autorisée. Dans tous les pays du monde, il est considéré comme l'exploitation du consommateur. Mais le correctif apporté dans l'exploitation réside dans le fait que la plus-value, ainsi constituée, n'est plus la propriété de l'acheteur individuel mais consommateur. Voilà pourquoi le commerce révolutionnaire n'exploite pas.** Il procède à l'économie pour le Peuple et puisque les gens, selon leur fortune, ont des pouvoirs d'achat différents, dans le même ordre de satisfaction de leurs besoins en articles de consommation courante, ils interviennent dans l'accumulation au profit du développement harmonieux et équilibré de la collectivité.

INCORPORER LES IMPOTS DANS LES PRIX DES ARTICLES

Nous retenons donc toujours, que plus on aura réalisé de bénéfices dans une Région, plus les populations de cette Région auront contribué à l'accroissement de ce bénéfice. C'est pourquoi, l'on devrait dire que les bénéfices réalisés, dans une Région ayant eu comme support ses populations, devraient être frappés d'impôts au bénéfice de la même Région. Agir ainsi, serait conforme à l'esprit de justice et d'équité. Quelle est la réalité au niveau de l'ERC ? Le gouverneur n'a aucun pouvoir sur cette Entreprise, c'est la procédure actuelle. Les résultats de l'ERC n'intéressent que le budget national bien que son fonctionnement, régi par les directives nationales, intéresse tous les organismes du Parti-Etat. Ainsi, les tâches de la commercialisation des produits incombent aux autorités régionales. Nos défauts actuels devront être connus pour pouvoir être progressivement corrigés et nous permettre de donner aux qualités du régime des dimensions plus grandes. C'est pourquoi, nous devons pouvoir faire une étude économique et financière sur les réalités que relèvent les rapports d'Importex, de la

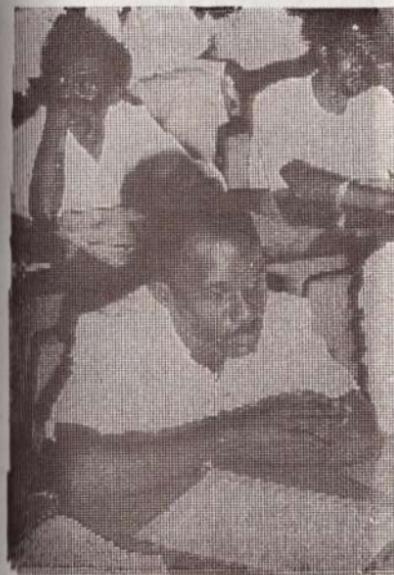
Banque et des autres Sociétés sectorielles pour n'asseoir que sur ces grands domaines, les impôts face au budget. **Les impôts doivent être déjà incorporés dans les prix des articles que les Sociétés sectorielles livrent à leurs succursales.** L'année prochaine également, nous devons corriger la structure de nos prix. Pour le moment, nous ne savons pas si nous pourrions aboutir à une diminution du prix de certains articles. Nous le souhaitons. Si nos buts seront atteints, nous le verrons l'année prochaine. Même si c'est le contraire, de toutes les manières, la structure sera modifiée tout en sauvegardant, en ce moment, le niveau des prix. **Mais la marge bénéficiaire des Sociétés sera modifiée en fonction des moyens et surtout des charges.**

Supposons, par exemple, qu'elle soit de 15% au niveau des unités de base. Les sociétés sectorielles ne sont pas actuellement dans la structure de la marge bénéficiaire. Au lieu d'accorder à l'E.R.C. 15% de marge bénéficiaire, alors que COFICOM n'a droit à rien, l'année prochaine, nous dirons par exemple que COFICOM aura droit à 10% de marge bénéficiaire tandis que l'E.R.C. n'aura que 5%. Il s'agit d'un simple transfert de la marge ; les 10% sont perçus par COFICOM, sur la valeur globale de tout ce qui aura été expédié vers les ERC. Quand aux ERC, la marge tombe de 15% à 5%. Faites l'application de 10% sur les achats des ERC auprès des Sociétés nationales, vous constaterez que le chiffre que vous obtiendrez dépassera la totalité des bénéfices déclarés par les ERC. **Nous avons étudié les bilans que vous avez présentés et nous avons eu la conviction qu'une telle pratique nous permettra de faire un saut qualitatif l'année prochaine. Ainsi, les 10% de bénéfice viendront aux sociétés sectorielles, 5% aux unités de base qui, désormais, seront exonérées du paiement d'impôt au profit du budget général. Ce sont les sociétés sectorielles qui seront assujetties à l'impôt au profit du budget général.** Cette solution a l'avantage d'être économique : les services des contributions diverses pourraient même donner aux secteurs de gestion les 3/4 du personnel. De nombreux comptables qui s'y trouvent pourront être ventilés dans d'autres centres de comptabilité, parce que nous n'avons plus qu'une vingtaine de sociétés assujetties à l'impôt

PLUS DE FAUSSES DECLARATIONS EN MATIERE D'IMPORTATION

Il ne peut plus y avoir de fausses déclarations en matière d'importation : **IMPORTEX** est là. La production nationale industrielle ou artisanale passe également par IMPORTEX, avant d'être prise en compte en valeur au niveau des Sociétés sectorielles qui sont ou fournisseurs ou acheteurs. A ce niveau, le contrôle est toujours possible, systématique, rapide, portant sur une somme donnée ; **à la masse financière, nous appliquons l'impôt.** Ce sont les mêmes qui sont en rapport avec le budget parce que celui-ci aussi fait des commandes. **Il n'y a plus de rapport triangulaire, mais un rapport en ligne droite de A à B.** Sur la ligne droite, tout doit se retrouver. La comptabilité est simplifiée, les nombreuses fluctuations constatées, disparaissent les déclarations auront maintenant une valeur juste et contrôlable. Et puisque les E.R.C. n'auront plus 15% mais 5%, nous allons faire, **à partir d'aujourd'hui, l'inventaire comptable de chaque E.R.C.** Ce qui est considéré succursale de COFICOM devient propriété de la Région de Labé ou de Kankan. On fait l'inventaire pour connaître la valeur résiduelle de l'E.R.C. Comparé au fonds d'Etat, nous voyons si cette E.R.C. est en position excédentaire ou en position déficitaire. A partir de cet inventaire général, nous aurons une idée juste, exacte, des données concernant les fonds d'Etat, et alors, nous pourrions proclamer qu'à partir d'aujourd'hui, l'E.R.C. de Labé devient la propriété de la Région de Labé. L'E.R.C. doit amortir, vis-à-vis de COFICOM, son capital ; cette dette sera portée au bilan d'ouverture de l'E.R.C. qui pourra, en 5 ans si l'on veut, amortir ce qui est dû à COFICOM, puisqu'il s'agit d'un secteur commercial.

Maintenant, si chaque année le volume des bénéfices est tel qu'il dépasse le quota, vous pouvez verser plus qu'il n'est prévu pour vous libérer du capital plus tôt que prévu. Alors, les comptabilités sont ainsi simplifiées ; l'E.R.C. de Labé, à partir de ce jour, est invitée aussi à faire ses achats au comptant auprès des sociétés nationales, dans la mesure du possible avec un quota d'assouplissement accordé par COFICOM au cas où la liquidité n'existerait pas. **Il s'agit d'un nouveau système.** Ainsi, les choses sont plus claires, la marge de 5% porte sur toutes les activités, sur toutes les



opérations d'achats au niveau de l'E.R.C. elle constitue les bénéfices de l'E.R.C. et doit couvrir la totalité des charges de celle-ci et permettre la constitution d'une plus-value qui viendra au budget de Labé. Ainsi l'Entreprise régionale de commerce aura contribué à l'accumulation, au profit des populations de Labé, tout comme interviennent les entreprises nationales au profit du Peuple de Guinée tout entier.

Nous aurons ainsi donné à chaque collectivité sociale, à chaque réalité sociale, une base de production des moyens financiers. Il nous sera alors permis, avec le développement ultérieur des E.R.C. lié à l'accroissement rapide de nos ressources agro-pastorales, de supprimer automatiquement l'impôt direct et d'assurer le financement annuel des activités des services publics régionaux, à partir même des entités économiques constituant le support matériel au budget local. Ce même budget local, dans ces 2 volets, pourra financer, plus efficacement, les actions du Plan régional de développement.

Telles sont les perspectives de la nouvelle phase que nous abordons. Ainsi, les propositions dynamiques contenues dans ce rapport non seulement correspondent à la trajectoire suivie, mais elles vont encore élargir notre champ d'action, lorsqu'elles seront complétées par les dispositions qui interviendront l'année prochaine. et alors, l'ensemble constituera un système dont les éléments se complètent.

Il faut que pour la Révolution, nous arrivions à conquérir les véritables moyens dont l'efficacité pratique et la justice théorique nous permettront de donner pleine satisfaction à l'ambition légitime du Peuple de Guinée à savoir devenir une société parfaitement structurée fondée sur la justice, utilisant tout son dynamisme créateur à parfaire, chaque jour davantage, son existence sociale et à accroître, à l'échelle de l'Afrique sa contribution décisive à la transformation qualitative du monde.

PRET POUR LA REVOLUTION !



LE JEU DES 7 ERREURS

DESSIN N° 90

SOLUTION PROCHAIN NUMERO



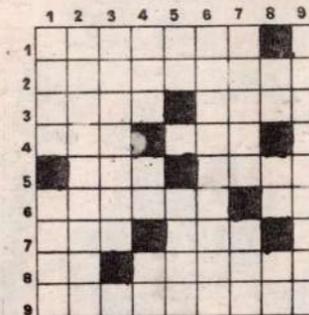
Solution

DU DESSIN N° 89
Horoya N° 2239

- 1 - Le mât du drapeau est plus long.
- 2 - Le fantoche blanc a un point d'interrogation sur la tête
- 3 - Celui du milieu a une bouffée d'air
- 4 - Sur le dessin B, un sac a fait son apparition
- 5 - L'éléphant a perdu un point noir sur sa patte de devant.
- 6 - La tâche noire est réduite sur son flanc
- 7 - La jambe droite du 1er fantoche est pliée.

MOTS CROISES

Problème N° 197
Proposé par
Alioune Dramé
1ère Année Magistrature



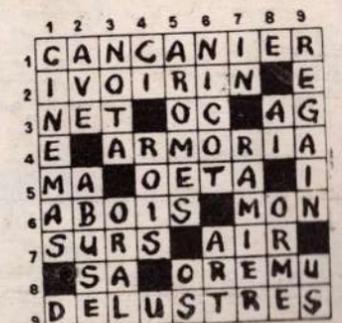
HORIZONTALEMENT

- 1 - Fête musulmane
- 2 - Qui ont rapport à l'amour
- 3 - Un mari désordonné - Lieu de vote
- 4 - Article - joyeux
- 5 - Avion militaire - Pour la Révolution
- 6 - Tissu - Négation
- 7 - Bête de somme - Pont mouvant
- 8 - Consonnes - hyène en Pular
- 9 - Qui a la même température

VERTICALEMENT

- 1 - Club de foot-ball - Pain en langue nationale
- 2 - Préparatifs de guerre
- 3 - Membre du Syli national
- 4 - Lettres de antiquité - Consonnes doubles - En bateau
- 5 - Lettres de devoir - Faire sortir en maninka
- 6 - Planche remorquée par un canot mobile
- 7 - Mettre à point... - Instrument à vent
- 8 - Adverbe de lieu - Pronom - Consonnes
- 9 - Qui a rapport à l'asepsie

Solution du problème n° 196



Il y a des décisions historiques qu'il faut défendre avec fermeté, au prix même de la vie, sinon, il n'y aura pas de changement qualitatif, il n'y aura pas de Révolution.

(Tome 21, Historique du P.D.G., page 125)

Quand les ennemis du Peuple pensent qu'ils bénéficient de la clémence, ils deviennent impudents et audacieux. C'est pourquoi supprimer cette illusion dans leur conscience est une nécessité absolue.

(Tome 21, L'Afrique et la Révolution, page 367)

L'ennemi qui est dans la maison est toujours plus nocif que celui qui est dans la cour

(Tome 21, page 372)



HOROYA



N° 2241 — Du 26 sept. au 2 octobre 1976 — Prix : 25 Syllis

ORGANE CENTRAL DU PARTI-ETAT DE GUINEE

Les ordres de la Révolution :
démanteler complètement
l'ennemi de classe.

